

DE LA PREMIÈRE À LA SECONDE RÉPUBLIQUE ETUDE SUR L'ÉVOLUTION DE LA REPRÉSENTATION DE L'ÉTAT ITALIEN ET DE LA DÉMOCRATIE

Ida Galli
Università degli Studi di Napoli « Federico II »
idagalli@unina.it

Roberto Fasanelli
Seconda Università di Napoli
fasanell@unina.it

1. Introduction

Entre la fin des années 80 et le début des années 90, de grands changements internationaux ont donné la sensation de la rupture d'une époque, tandis qu'avec la crise du système politique italien, prenait fin la Première République.

Jusqu'en 1989, les études sur l'histoire de la République italienne s'étaient concentrées exclusivement sur la période 1943-1948, à la suite de « la chute du mur de Berlin », on a assisté à une véritable explosion d'intérêt, de la part des historiens, mais aussi des politologues et des sociologues, envers l'histoire récente de notre État. Les grands changements qui se sont vérifiés dans notre pays ont poussé les citoyens à repenser leur appartenance de groupe, qu'elle soit politique, sociale ou religieuse, à travers des processus d'auto-identification et d'identification à de nouveaux groupes et catégories sociales.

Mais nous savons, en tant que spécialistes des sciences sociales, qu'un groupe social fait face à une transformation, perçue en elle-même comme une menace, en se construisant des théories naïves sur celle-ci, en ancrant la transformation à des catégories connues, en l'ontologisant en une forme concrète, rassurante, en la reconduisant à des institutions symboliques, en d'autres termes en se la représentant. (Moscovici, 1992)

Le but de la recherche était justement de connaître la représentation sociale de l'État italien et de la Démocratie au moment de la transition de la Première à la Seconde République.

Pour étudier la représentation sociale de l'État et de la Démocratie, il nous a semblé utile de rechercher, à l'intérieur des disciplines qui se sont traditionnellement

occupées de ces concepts, les éléments que les individus assument, réélaborent et synthétisent, jusqu'à les intégrer à leur propre philosophie ingénue. C'est pourquoi, avant de passer à la description de la recherche, il apparaît opportun, et même nécessaire, de passer en revue les apports les plus significatifs sur le thème de l'État et de la Démocratie.

2. Le concept de l'État

L'histoire du mot État et l'histoire de l'entité politique, économique et sociale qu'il identifie procèdent sur deux voies pas toujours parallèles.

Quand le terme fait son apparition dans un contexte de représentations sémantiques à vrai dire plutôt indéterminé, le référendaire n'est pas encore une organisation centralisée, ni une entreprise de type institutionnel, ni un groupe politique reconnu comme légitime. Au contraire de différents horizons, on avance à juste raison l'hypothèse de l'origine illégitime de l'état (Portinaro, P.P., 1999, p. 31).

À l'époque des Grecs et des Romains, il n'existait pas un terme unique pour désigner la catégorie sémantique apte à identifier aussi bien les empires que les républiques. Au Moyen Âge avancé, les concepts de république et de règne servaient de noms de genre. En accord avec Portinaro, on peut envisager que le terme État soit né de l'isolement de la composante structurelle et situationnelle de l'expression *status rei publicae*. À partir de ce moment, le terme prend le dessus et graduellement, finit par s'imposer. En effet, comme le souligne Tenenti, dès le début du troisième siècle, non seulement le terme *status* revient beaucoup plus fréquemment que par le passé, mais il apparaît toujours plus corrélé à des termes tels que « salubre, magnifique, sûr, solide, perpétuel » (Tenenti, A., 1987, p. 23). Durant toute l'époque baroque, le mot État acquiert de plus en plus le sens de quelque chose de solide, stable et permanent. La conception moderne du discours sur l'État dérive du lexique de Machiavelli, dans lequel ce terme recouvre un rôle central, stratégique et riche de significations. Malgré les efforts de la doctrine du droit, à partir de Machiavelli, le pluralisme d'identités, inhérent au concept d'État, continue de tourmenter la théorie politique.

Une chose est sûre – à partir de l'idée de personne juridique de Hobbes (mais en quelque sorte aussi de Kant) et de celle de corporation de Rousseau – le concept d'État cesse d'être expliqué par la théorie patrimoniale pour l'être à travers les théories publiciste et constitutionnelle. À la suite de cette transition sémantique, l'État en vient à

désigner non plus la seule unité de matière et de forme de la vie politique, mais aussi le lieu de synthèse entre le peuple, qui est titulaire du pouvoir souverain et le gouvernement, qui l'exerce.

La théorie moderne de l'État provient dans le fond de la pluralité des réponses que l'on se donne à la question du rapport entre titulariat et exercice du pouvoir souverain, le long d'un parcours qui voit toutefois l'appareil se développer progressivement aux dépens du sujet (Portinaro, P.P., 1999, p. 37)

De ce bref et très partiel excursus, l'État apparaît comme le résultat d'un parcours évolutif, mais aussi d'un projet conscient. En d'autres termes, l'État peut être comparé à un chantier en cours, en continuelle évolution, mais une évolution qui consent de retrouver les bases de cet appauvrissement sémantique qui fait coïncider le concept avec une simple organisation bureaucratique, qui identifie une forme dépourvue de contenu, une légalité dépourvue de légitimité.

3. Le concept de démocratie

En paraphrasant David Held (1997), on pourrait dire que l'histoire du concept de Démocratie est singulière, tandis que l'histoire des Démocraties est embarrassante.

On assiste aujourd'hui à un fait surprenant: presque tous, indépendamment de leurs opinions politiques, se déclarent démocratiques. Les régimes politiques les plus divers se décrivent comme régimes démocratiques, même si ce que chacun de ces régimes fait et dit est radicalement différent. La démocratie est devenue une habitude, mais il y a toujours quelqu'un pour penser qu'il s'agit d'une mauvaise habitude.

Même si actuellement la démocratie semble légitimer la vie politique – gouvernements, politiques, lois et décisions sont jugés justes et appropriés uniquement si « démocratiques » - il convient de rappeler qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Au contraire, la majeure partie des penseurs politiques, depuis la Grèce antique, ont fortement critiqué la théorie et la pratique de la démocratie.

Si l'on considère les formes de gouvernement à travers lesquels la démocratie s'est exprimée au cours de l'histoire de l'Europe occidentale du vingtième siècle, on peut affirmer que la démocratie est une forme de gouvernement difficile à construire et à conserver, cela est d'autant plus vrai que le fascisme et le nazisme ont presque réussi à la détruire.

Étymologiquement, le terme démocratie dérive d'une double racine : *dem* et *kratos*, respectivement peuple et gouvernement. Il faut attendre le XVI^{ème} siècle pour que le terme fasse son apparition dans le lexique quotidien, comme dérivé du français démocratie.

Le concept de Démocratie est seulement apparemment dépourvu d'ambiguïté. L'histoire de cette idée est très complexe et fondamentalement caractérisée par une pluralité de conceptions en conflit entre elles. De la Grèce antique jusqu'à nos jours, les opinions les plus diverses ont été exprimées sur les conditions préalables en mesure de garantir la réussite d'un 'gouvernement du peuple'. Ainsi on s'est demandé, entre autres, si le peuple, pour devenir démocratique, devait être capable de lire et écrire. Ou bien s'il était nécessaire pour conserver une démocratie. Ou encore, si les démocraties pouvaient survivre en état d'urgence ou en temps de guerre. Les réponses à ces questions dérivent des différents principes de justification de la démocratie et l'on peut affirmer qu'historiquement le conflit des diverses conceptions de la démocratie a également coïncidé avec la lutte pour déterminer si la démocratie était un instrument utile au processus décisionnel, c'est-à-dire un moyen pour légitimer les décisions de ceux qui avaient été élus au pouvoir décisionnel, ou bien si c'était un type de pouvoir populaire, une forme de vie dans laquelle les citoyens étaient engagés dans l'autogouvernement et l'auto-réglementation. Il s'agit, encore une fois, de questions extrêmement complexes, auxquelles l'analyse des variantes de la démocratie peut aider à fournir une réponse, en éclaircissant les raisons du succès de certains points de vue plutôt que d'autres. Cette analyse peut être conduite selon deux lignes directrices principales. La première a pour origine les « Modèles de Démocratie » qui, selon la classification proposée par Held (1997), partent de l'idée classique de démocratie dans l'ancienne Athènes et se développent dans la conception républicaine d'auto-gouvernement de la communauté – élaborée dans les deux variantes de la démocratie protectrice et de développement – pour continuer avec le concept marxiste de démocratie directe et avec les quatre modèles de démocratie caractéristiques du vingtième siècle: démocratie élitistico-compétitive, démocratie pluraliste, démocratie légale et démocratie participative. La seconde directrice, en revanche, part des « Formes de gouvernement » et cherche en quelque sorte à en reconstruire l'arbre généalogique, à travers lequel reconnaître les diverses familles et leurs descendants. Barbera et Fusaro

(1997) critiquent cette façon de procéder qui fait remonter à Aristote la première 'théorie classique', fondée sur la distinction entre monarchie, aristocratie et démocratie et qui passe par Machiavelli et Guicciardini, Hobbes et Locke, Montesquieu et Rousseau, retenant que les classifications élaborées en époques lointaines ne sont pas utiles parce qu'elles se réfèrent à des modèles sociaux autres et différents et parce qu'elles sont le fruit d'une approche typiquement philosophique et politique. Alors que les « Formes de gouvernement » doivent être étudiées sous des profils et des perspectives différentes.

4. Les contributions de la Psychologie sociale

Le passage de la Première à la Seconde République, ainsi que nous l'avons rappelé, a suscité un grand intérêt parmi les experts de sciences sociales : des politologues aux économistes, des sociologues aux juristes et aux historiens, dont les domaines disciplinaires ont une longue tradition d'analyse des phénomènes macro sociaux. Les spécialistes de psychologie sociale, par contre, ne disposant pas d'une vraie tradition d'analyse dans cette direction, se sont tenus en marge du débat. Ce retrait peut s'expliquer à partir de deux différents modèles causals, l'un interne, l'autre externe à leur discipline.

Commençons par le dernier. Comme l'affirme Moscovici (1988) les sciences de l'homme ont généré la conviction indiscutée et indiscutable de l'existence d'un dogme selon lequel tous les phénomènes qui se produisent dans la société peuvent et doivent être expliqués à travers le recours à des 'causes sociales' et qu'il faille absolument éviter le recours à des 'causes psychiques'. Moscovici fait remonter l'origine du dogme, selon lequel les faits sociaux ne peuvent être expliqués par des 'causes psychologiques' aux théories de Durkheim, d'après qui les rappels aux phénomènes subjectifs et au vécu doivent être éliminés en tant qu'inévitable source d'erreur. Plus nous réussissons à effacer les traces psychiques de l'action et des choix humains, plus nous nous rapprochons de l'objectivité. Ce courant de pensée, en se désintéressant du comportement des hommes dans leur détail, a produit une méfiance envers leurs mouvements intérieurs, répudiant ce qu'il pouvait y avoir de singulier dans leur vie mentale. De même que l'antique philosophie grecque soutenait 'tout est de l'eau', la science sociale contemporaine affirme 'tout est société'.

Évidemment, les arguments de Moscovici vont au-delà de ces brefs aperçus, toutefois il est indéniable que le ‘dogme’ auquel se réfère l’auteur a fortement influencé la production psychosociale relative aux thèmes macrosociaux en général et aux concepts d’État et de Démocratie en particulier.

Revenons à présent aux motifs internes à la discipline même qui font que la psychologie sociale s’est peu occupée de ces thèmes.

Comme le relèvent Ivana Markova, Eleonor Moodie et Jana Plichtova (1998), contrairement aux autres sciences sociales, la psychologie sociale s’est rarement occupée du phénomène de la Démocratie et nous ajouterons, pratiquement jamais de celui de l’État. Toutefois, cela ne signifie pas que la psychologie n’ait pas montré d’intérêt pour les phénomènes au niveau macrosocial, comme en témoignent certaines études importantes de la fin du XIXème et du début du XXème siècle. Malgré la rare participation de la psychologie sociale au débat sur le phénomène de la Démocratie, on peut identifier deux lignes de recherche qui s’y rattachent, toutes deux liées à l’optique théorique des représentations sociales. Un premier groupe d’études empiriques, appartenant au plus vaste secteur de la ‘transitologie’, analyse très soigneusement les transformations, induites par les grandes mutations qui se sont vérifiées dans les structures sociales des pays post-communistes, dans les représentations sociales circulant dans leurs populations. Un second groupe d’études, réalisé en Amérique Latine, est davantage orienté à identifier les dimensions réelles et idéales du concept de démocratie, de ses éléments constitutifs centraux, de son contenu et de sa structure, en étroite relation avec la culture de référence.

Le démembrement de l’empire soviétique en 1989 fut un événement inattendu et bouleversant pour tous les habitants des pays de l’Europe de l’Est ainsi que pour les hommes politiques et les politologues du monde entier. Cette transition du totalitarisme à la démocratie a suscité un grand intérêt parmi les spécialistes des sciences sociales et en particulier des psychologues sociaux de ces pays. La réflexion théorique de ces derniers s’est concentrée sur la définition et le sens accordé à la démocratie, à partir d’une analyse visant à rendre manifestes les différences existant entre les représentations sociales de la démocratie et les conceptions élaborées à son sujet par les hommes politiques. Les représentations sociales de la démocratie ont apparemment été influencées par le contexte politique, par le lexique, par l’idéologie, mais surtout par le

sens commun, transmis de génération en génération (Buchowski et al.1994, Moodie et al. 1995, Reykowski 1995, Markova et al.1998a, 1998b, 1999) De nombreuses études conduites dans les pays de l'Europe de l'Est, dans les années 90, se sont aussi occupées d'autres dimensions corrélées au phénomène complexe de la démocratie, telles que l'individualisme et le collectivisme (Boski et al.1997, Topalova 1997).

La deuxième ligne de recherches, à laquelle il a été fait allusion, regarde les apports latino américains, gravitant autour de l'Université Autonome Métropolitaine Iztapalapa de Mexico City (Gonzales Navarro 1998, Mota Botello 1998, Rodriguez Cerda et al.1996, Rodriguez Cerda et al.1998, Uribe et al. 1995, Uribe 1997). Le travail de ces chercheurs, en particulier celui de Francisco Javier Uribe Patino et de Maria Teresa Acosta Avila, saisit l'occasion des grands bouleversements qui ont caractérisé les dernières décades du siècle à peine terminé. Sur le plan sociopolitique et au niveau international, il s'est agi d'une période de grands paradoxes. Le premier regarde les pays capitalistes à développement avancés qui, bien qu'ayant accumulé toujours plus de richesses et de ressources, n'ont pas pour autant réussi à abattre les inégalités et la misère de leurs propres populations. Le deuxième paradoxe regarde les pays du socialisme réel, dans lesquels l'impulsion à la construction d'une 'société nouvelle' et d'un 'homme nouveau' s'est concrétisée en une coercition de la liberté d'expression, en une limitation allant même jusqu'à la non reconnaissance de la pluralité ethnique, ignorant ainsi les prémisses éthiques de leur propre histoire.

A partir de l'analyse des répercussions que ces événements ont eu sur la situation mexicaine, Uribe et Acosta construisent la structure de leur recherche, en partant de l'étude du passage de la démocratie 'de la périphérie au centre'. Selon les auteurs, l'étude de la démocratie coïncide avec l'étude d'un phénomène ample et complexe, qui comprend des aspects réels, idéaux, formels et instrumentaux. Dans ce sens, les gens articulent autour de la démocratie des éléments d'ordre personnel et collectif, théorique et pratique qui dotent de forme et de contenu les images et les représentations sociales qu'ils ont eux-mêmes produites. Ces ensembles d'éléments dépassent de loin la simple expression pratique et concrète. En effet, la démocratie est en même temps objet de conceptualisations et de croyances par rapport à un phénomène politique. Selon Uribe, en démocratie on trouve côte à côte des 'éléments manifestes réels' qui s'alimentent de la vie et de l'expérience quotidienne des citoyens avec des

‘éléments occultes idéaux’, relatifs aux idées que les citoyens ont de celle-ci. En résumé ces ‘référendaires occultes’ caractérisent la démocratie comme une notion pourvue de plusieurs significations, socialement valorisée et objet nodal de notre société ; elle évoque des images, coïncide avec une forme de gouvernement mais aussi avec une forme et un projet de vie.

Tout cela, remarque Uribe, renvoie à la dichotomie proposée par Moscovici (1993), entre ce qu’il définit ‘idées résistantes’ et ce qu’il définit ‘idées irrésistibles’. Les premières se réfèrent à ce que nous pouvons changer selon la situation ou les événements et rendent évidente l’attitude que nous adoptons par rapport à une affirmation ou par rapport à une intention d’agir. Au contraire, de nombreuses idées appartenant au sens commun, à la politique, à la religion ou même à la science sont ‘naturellement irrésistibles’, dans le sens qu’elles restent valables même si nous cherchons à leur résister ou si nous tentons de les refuser par manque de preuves.

À part les deux lignes de recherche évoquées, on peut trouver au niveau international un troisième domaine d’études, qui s’inscrit également dans le cadre théorique des représentations sociales, dépendant d’un programme international de recherche coordonné par Willem Doise. Le thème clé de cette étude est celui des Droits de l’Homme (Clémence et al., 1995, Doise et Herrera, 1994 ; Doise et al., 1994 ; Staerklé, Clémence et Doise, 1998). L’objectif principal en est, en premier lieu, l’analyse des jugements et des inférences que les gens expriment par rapport au respect ou à la violation des droits de l’homme et, en second lieu, l’étude de leurs attitudes par rapport aux violations de ces droits dans différents contextes nationaux, définis par les caractéristiques de leurs gouvernements et de leurs populations. Le programme regroupe des contextes nationaux démocratiques et antidémocratiques et vise à démontrer que les représentations concernant le respect des droits humains sont fortement influencées par la perception du niveau de démocratie des différents pays.

En Italie, bien que la Psychologie politique jouisse d’une indiscutable tradition et soit amplement représentée (Amerio, 1996 ; Catellani, 1997 ; Colucci, 1995, 2000 ; Colucci, Camussi, 1996, 1997 ; Palmonari, Arcuri, Giroto, 1994 ; Quadrio, 1984 ; Quadrio, Catellani, Sala, 1988), il manque des apports spécifiques sur le thème de l’Etat et de la Démocratie, analysés au travers de l’optique théorique des représentations sociales. Parmi les rares analyses empiriques conduites à ce propos, quoiqu’avec des

paradigmes de référence différents, nous voulons rappeler celui de Anna Agazzi et Anna Emilia Berti (1995), visant à approfondir les conceptions que des étudiants de différents niveaux scolaires ont des notions politiques centrales, comme justement celles de l'État et de la Démocratie.

Cette brève revue des contributions épistémologiques, provenant de différentes disciplines relatives aux concepts d'État et de Démocratie n'a absolument pas la prétention d'être exhaustive, mais elle nous a semblé utile pour introduire le thème de notre étude sur la représentation sociale de ces notions dans la période de transition de la Première à la Seconde République.

5. La recherche

Le but de la recherche que nous présentons ici est de connaître la représentation sociale de l'État italien et de la Démocratie au moment du passage de la Première à la Seconde République. L'étude de caractère longitudinal a commencé en 1994 à l'occasion des élections qui, pour le sens commun, ont marqué le passage de la Première à la Seconde République ; elle s'est poursuivie en 1996, à l'occasion des élections qui ont déterminé la victoire de l'« Ulivo » et elle s'est conclue en 1999, en une période de « relative stagnation » politique et institutionnelle. Cette étude se proposait, par ailleurs, d'atteindre deux objectifs différents :

- a) solliciter une réflexion critique de la part de ceux qui, spécialistes des sciences politiques et sociales ou politiciens tout court, voudraient connaître et comprendre la pensée du sens commun pour « refonder », sur cette base, n'importe quelle action, quel que soit son type, qui ne soit pas purement démagogique, dans la perspective d'un « social réellement à la mesure de l'homme » ;
- b) utiliser les résultats obtenus à travers une étude empirique nouvelle et significative afin de mieux comprendre les mécanismes responsables de l'évolution d'une représentation sociale en général et en particulier les modalités cognitives et affectives avec lesquelles les nouvelles générations se rapportent à l'État et à la Démocratie.

Avant de décrire le dessein de la recherche, il n'est pas inutile de donner quelques références sur l'évolution de la situation politique italienne pendant la période de cette étude.

5.1. Le passage de la Première à la Seconde République : la chronique

La période qui va de 1989 à ‘Tangentopoli’ représente un moment crucial dans l’histoire de la République italienne. Avec la chute du mur de Berlin et la conséquente désagrégation du monolithique pouvoir soviétique, s’effondre le plus important parti communiste d’Occident, le Parti Communiste Italien, lequel avait légitimé l’existence d’un bloc d’opposition unitaire, qui avait à sa tête la Démocratie Chrétienne. En d’autres termes, passée la grande peur – induite par ces forces politiques qui s’auto-définissaient démocratiques – de retrouver ‘les tanks russes sur nos places’, tout le système des partis italiens explose, révélant le profond ébranlement de leurs propres fondations. En effet, dans la décade précédente, en 1989,

il s’était formé au centre de la société italienne et sans distinction de lieu, de Milan à Rome en passant par Palerme et Venise, un espace institutionnel et social comparable à une grande bulle d’air en expansion continue, entièrement envahie par la politique, dont la surface empiétait tant sur la classe gouvernementale, aussi bien romaine que périphérique, que sur les clientèles extrêmement diffuses dans le monde des entreprises, de l’intermédiation financière, des professions libérales, des services, de l’administration publique. À l’intérieur de celle-ci, on agissait dans des conditions que nous pourrions définir de légalité suspendue et de confusion patrimoniale programmée : une absence complète de droit, mais surtout la suppression de toute distinction entre fonds publics strictement parlant, gains obtenus à travers le marché mais en utilisant des facilités de paiement illicites, fonds des partis (déclarés et non) et richesses d’origine. (Schiavone, A., 1998, p.54).

S’il est vrai que dès sa naissance la démocratie italienne a été une ‘démocratie des partis’, ainsi que le souligne l’historiographie sur le sujet, avec l’effondrement des partis est-il permis d’envisager également l’écroulement de la démocratie italienne ?

Quelle que soit la réponse, on ne peut nier que la crise du système démocratique italien ait provoqué une crise dans tout le système social italien. « La crise italienne est une crise de croissance, la première crise de maturité du pays » (Calise, M., 1994, pp. 147-149).

Devant choisir un début pour encadrer la période historique dans laquelle s’est développée notre recherche (1994-1999), on pourrait partir du 18 avril 1993, jour où l’on votait en Italie l’introduction du système électoral majoritaire. Les votes favorables l’ont emporté. Au même moment, la profonde crise qui avait pour origine ‘tangentopoli’ provoquait un véritable tremblement de terre dans le système des partis italiens.

En décembre 1993, l'entrepreneur Silvio Berlusconi, propriétaire de trois chaînes télévisées, de la majorité des actions d'une importante société d'édition nationale, d'un patrimoine immobilier considérable et d'une société de football, entrait en politique ou mieux, selon ses propres mots 'entrait en lice' à la tête d'un mouvement dénommé Forza Italia.

Les élections de juin 1994 constituèrent un premier grand test pour le système majoritaire. Les forces de centre-droite l'emportèrent. Ainsi naissait le Gouvernement Berlusconi. Ces élections avaient marqué un important tournant dans la tradition électorale italienne. On assistait, en effet, à trois grandes transformations: la première relative à l'offre politique, la seconde relative à la réponse des citoyens et la troisième touchant au système électoral. Tous les principaux partis qui avaient existé jusqu'aux années 80 avaient disparu de la scène politique ou bien avaient radicalement changé de physionomie. Les électeurs étaient amenés à bien réfléchir sur leur vote car, avec l'introduction du système majoritaire, augmentait leur sens des responsabilités quant à leur capacité d'octroyer la victoire à leur propre coalition. Au point de vue de la consolidation de l'élite politique, ces élections doivent être considérées, selon Verzichelli (1997), le point de départ de la transition de la Première à la Seconde République et non le point d'arrivée.

À partir de la naissance du Gouvernement Berlusconi en mai 1994 jusqu'à ce qu'en avril 1996, date à laquelle Romano Prodi, premier ministre désigné par la coalition de centre-gauche, l'Ulivo, sorti vainqueur des urnes, prête serment, vingt-quatre mois se sont écoulés, caractérisés par des vicissitudes politiques, riches d'épisodes de grande portée. Les événements de ces deux années montrent, de toute évidence, les difficultés liées à un processus de transition qui n'arrivait pas à trouver de solution. A partir de la phase de déstructuration des années 1992-1993 et surtout après les élections de 1994, la partitocratie italienne semblait orientée vers le bipolarisme. Mais le déroulement des événements en Italie durant la période du Gouvernement Berlusconi balaya cette illusion.

Tandis que l'année 1994 avait représenté la possibilité d'un changement radical par rapport à l'histoire électorale italienne passée, l'année 1996 faisait apparaître des éléments inédits, bien que conservant d'étroites attaches avec la tradition.

Grâce aux réformes économiques entreprises par le gouvernement Prodi, l'Italie fut incluse parmi les 11 pays appelés à faire partie de l'Europe à partir du 1^{er} janvier 1999. En avril – à cause du vote au Parlement au sujet de l'intervention militaire en Albanie, bouleversée par la guerre civile – naquirent les futurs contrastes entre le Gouvernement et Rifondazione Comunista. En juillet, commença au Sénat le débat sur la tenue du gouvernement, avec le discours de Romano Prodi. Le 21 juillet, le Sénat et ensuite le 22 la Chambre, votèrent la confiance au Gouvernement. En septembre, le gouvernement approuvait la loi des finances, sur laquelle, en octobre, le Comité politique du Partito della Rifondazione Comunista, décida le vote contraire. Les jours qui suivirent virent la scission du courant de Cossutta et la consécutive rupture du groupe parlementaire de Rifondazione Comunista, qui représentait l'extrême gauche de l'Ulivo. Contrastes qui déterminèrent la rapide conclusion de la première expérience italienne d'un gouvernement de centre-gauche. En effet, le 9 octobre 1998, avec un vote au résultat incertain jusqu'à la dernière minute et avec un résultat surpris de 313 non et 312 oui, la Chambre des Députés refusa la confiance au Gouvernement Prodi. Le 16 octobre, après une série de consultations, le Président de la République chargea le secrétaire des Démocrates de Gauche, Massimo D'Alema, de former un gouvernement politique. Après quelques jours de négociations frénétiques avec les partis, le Gouvernement d'Alema obtint la confiance à la Chambre le 23 octobre et au Sénat le 27 octobre. Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, un ex-communiste s'installait au Palais Chigi et rendait encore plus manifeste le déclin du parti de masse « et son homologation aux lois rigides de la personnalisation » (Calise, M., 2000, p. 100). Parallèlement, le centre-gauche poursuivait son propre chemin vers la conclusion de la législature.

5.2. Le projet de recherche

La recherche qui a pour objectif d'analyser l'évolution des représentations sociales de l'Etat italien et de la Démocratie, s'est articulée en trois différentes études.

La première, pour laquelle les données ont été recueillies un mois avant et un mois après les élections politiques de 1994, se composait de deux différentes sections. La première section prévoyait deux phases : l'une basée sur le modèle 'avant/après'

dans le but d'analyser transversalement le phénomène ; l'autre consistant en une petite enquête satellite, mise au point dans le but d'analyser longitudinalement les représentations sociales dont nous nous occupons. Cette première section de l'enquête a été précédée par un pilotage, conduit sur un petit groupe d'étudiants universitaires (N=20) à travers une interview semi directive. Sur la base des réponses obtenues, on a mis au point une courte série de questions, pour connaître en profondeur les représentations sociales de l'Etat italien et de la Démocratie de 794 étudiants de l'Université des Etudes de Naples « Federico II » et de 151 étudiants du Lycée Scientifique d'Etat « Copernico » de Naples¹. La deuxième section de cette étude a utilisé une méthodologie de type quantitatif comportant l'emploi de deux techniques de relevé des données : les Évaluations pairées, utiles pour connaître le champ sémantique et la structure interne des représentations sociales de l'Etat italien et de la Démocratie et le Différentiateur sémantique, apte à relever l'attitude des sujets par rapport aux objets analysés. Pour la construction des deux outils d'enquête indiqués ci-dessus, on s'est servi d'un échantillon différent de 246 étudiants universitaires. L'enquête s'est faite sur ces mêmes 794 étudiants universitaires et 151 lycéens qui avaient participé à la première section de cette étude.

La seconde étude, dont les données ont été recueillies un mois avant et un mois après les élections politiques de 1996, comprenait elle aussi deux différentes sections. La première, toujours basée sur le modèle 'avant/après', prévoyait la même série de questions utilisées dans la première étude proposées à un échantillon de 303 étudiants de l'Université des Etudes de Naples « Federico II » et de 83 des 151 lycéens impliqués dans la première étude. La deuxième section, comme dans le cas de la première étude, a utilisé une méthodologie de type quantitatif. Les outils de relevé des données ont été les mêmes que dans le cas de la seconde section de la première étude.

La troisième étude, dont les données ont été relevées durant le mois d'avril 1999 – une période caractérisée par un apparent calme politique – comprenait de nouveau deux sections. La première, contrairement aux deux enquêtes précédentes, a proposé en une seule solution toujours la même série de questions utilisées les années précédentes. L'échantillon était composé de 502 étudiants de l'Université des Etudes de Naples « Federico II » et de 44 parmi les 83 lycéens impliqués dans la deuxième étude. La deuxième section de cette étude a utilisé, ainsi que précédemment, une méthodologie de

type quantitatif. Les outils pour obtenir les données ont été les mêmes que dans la deuxième section de la première et seconde études.

Il n'est pas inutile de préciser qu'il y avait deux sortes de motivations dans le choix de recueillir les données un mois avant et un mois après les élections, dans les deux premières études. En premier lieu, on a estimé que les périodes immédiatement précédente et immédiatement successive aux élections coïncidaient avec le moment de plus forte concentration des échanges et des interactions entre les individus à propos de nos objets d'étude, ainsi que de leurs dimensions. En deuxième lieu, il était intéressant de savoir si, et dans quelle mesure, les résultats des élections auraient influencé la structuration des trames des représentations des interviewés.

5.3. L'échantillon

L'échantillon utilisé pour la recherche, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, était composé d'étudiants universitaires et de lycéens, au total 2143 sujets ainsi subdivisés.

Tab. 1

Sections de l'enquête	Typologie des sujets	Année		
		1994	1996	1999
Pilotage	Etudiants de gauche Faculté de Lettres et Philosophie	14	-	-
	Etudiants de droite Faculté d'Ingénieurs	6	-	-
Construction des outils de relevé des données	Etudiants de gauche Faculté de Lettres et Philosophie	142	-	-
	Etudiants de droite Faculté d'Ingénieurs	104	-	-
Relevé des données	Etudiants de gauche Faculté de Lettres et Philosophie	380	125	183
	Etudiants de droite Faculté d'Ingénieurs	414	178	319
	Etudiants du Lycée	151	83	44
<i>Total des étudiants pour année</i>		1211	386	546

Selon Moscovici (1998) et Abric (1998), le choix des sujets pour l'étude d'une représentation sociale doit se faire en tenant compte, entre autres, aussi bien du fait qu'ils partagent un code d'interprétation commun de l'objet d'analyse, que de la possibilité que l'objet d'analyse soit susceptible d'interactions symboliques et linguistiques. C'est pour cette raison et pour éviter les risques liés à une variabilité excessive des positions individuelles que nous avons choisi de regrouper les sujets interviewés en groupes homogènes, à partir de deux variables considérées discriminantes : l'orientation politique et la faculté de provenance. La première nous permettait en effet d'assumer que les sujets partageaient une même *weltanschauung* ; la seconde nous permettait d'imaginer que ces mêmes sujets, à partir du moment où ils partageaient un même lieu physique, pouvaient interagir plus facilement entre eux. Pour cette raison, nous avons exclu de l'analyse des données de nombreux questionnaires et en conséquence l'échantillon impliqué dans la recherche en a été réduit, comme nous pouvons l'observer dans les tableaux suivants :

Tab. 2

Section de l'enquête	Typologie des sujets	Année			Total
		1994	1996	1999	
Questionnaires traitées	Etudiants de gauche Faculté de Lettres et Philosophie	252	96	144	492
	Etudiants de droite Faculté d'Ingénieurs	169	95	191	455
	Etudiants du Lycée	127	69	22	218
<i>Total questionnaires traitées par année</i>		548	260	357	1165

Sur la base des nombreuses études empiriques qui insistent sur l'importance d'utiliser des échantillons les plus homogènes possibles dans l'étude des représentations sociales, on s'est efforcé de créer les conditions – dans la construction des outils de relevé des données – qui consentent une série d'agrégations (sous échantillon) capables de neutraliser d'éventuels « excès » de variance. Dans ce but, à la fin des questionnaires mis au point pour cette enquête, une série d'informations était demandée, extrêmement détaillée, qui permettait de connaître: l'orientation politique et religieuse des interviewés, leur niveau d'emploi et d'instruction ainsi que celui de leurs parents. Pour le relevé des données relatives à la représentation sociale de l'Etat italien, on a ainsi obtenu les regroupements suivants :

- sous échantillon des sujets de la Faculté de Lettres et Philosophie d'orientation politique de centre-gauche (sous échantillon A)
- sous échantillon des sujets de la Faculté d'Ingénieurs d'orientation politique de centre- droite (sous échantillon B)
- sous échantillon des sujets du Lycée Scientifique (sous échantillon C)

Pour le relevé des données relatives à la représentation sociale de la Démocratie, on a obtenu les regroupements suivants² :

- sous échantillon des sujets de la Faculté de Lettres et Philosophie d'orientation politique de centre-gauche (sous échantillon D)
- sous échantillon des sujets de la Faculté d'Ingénieurs d'orientation politique de centre-droite (sous échantillon E).

5.4. Outils et techniques de relevé et analyse des données

Pour étudier l'évolution des représentations sociales de l'État italien et de la Démocratie, nous avons choisi d'utiliser une démarche mixte quantitative/qualitative. La démarche multi méthodes, en effet, à travers une étude comparative des composantes champ et attitude, permet mieux qu'aucune autre la reconstruction fidèle de la trame primitive d'une représentation sociale.

Quant au relevé des données, deux différents questionnaires semi structurés ont été construits, présentant chacun une grille de relevé des données relatives aux variables structurelles, utiles pour opérer les regroupements dont il a été question précédemment. On passait ensuite à une épreuve d'Évaluations pairées, dans le but de déterminer le champ sémantique des représentations sociales de l'État italien et de la Démocratie et un Différentiateur sémantique, construit *ad hoc*, qui permettait de localiser l'orientation cognitive et affective des sujets par rapport aux objets de la représentation. Au terme de chaque questionnaire, on proposait une série de questions ouvertes, afin de connaître les images, les prototypes et les stéréotypes des individus par rapport aux objets de l'étude, mais aussi leurs opinions et attentes sur l'évolution de l'État et de la Démocratie dans notre pays.

Les outils ainsi construits ont été appliqués au cours des différentes années à 3 échantillons distincts d'étudiants universitaires de même qu'à 3 échantillons de lycéens (devenus à leur tour universitaires) ainsi que le synthétise le tableau 1 au poste « relevé des données ».

Les données relevées à travers les Évaluations pairées ont fait l'objet d'une Cluster Analysis, celles relevées à travers le Différentiateur sémantique ont été traitées par l'Analyse des Correspondances, enfin une analyse du contenu de type Berelson a été réservée aux données provenant de la série de questions ouvertes.

Il est bien évident que nous ne pouvons rendre compte ici des résultats obtenus à travers chacune de ces techniques ; aussi avons-nous choisi de parler des données relatives aux champs représentationnels de l'État italien et de la Démocratie.

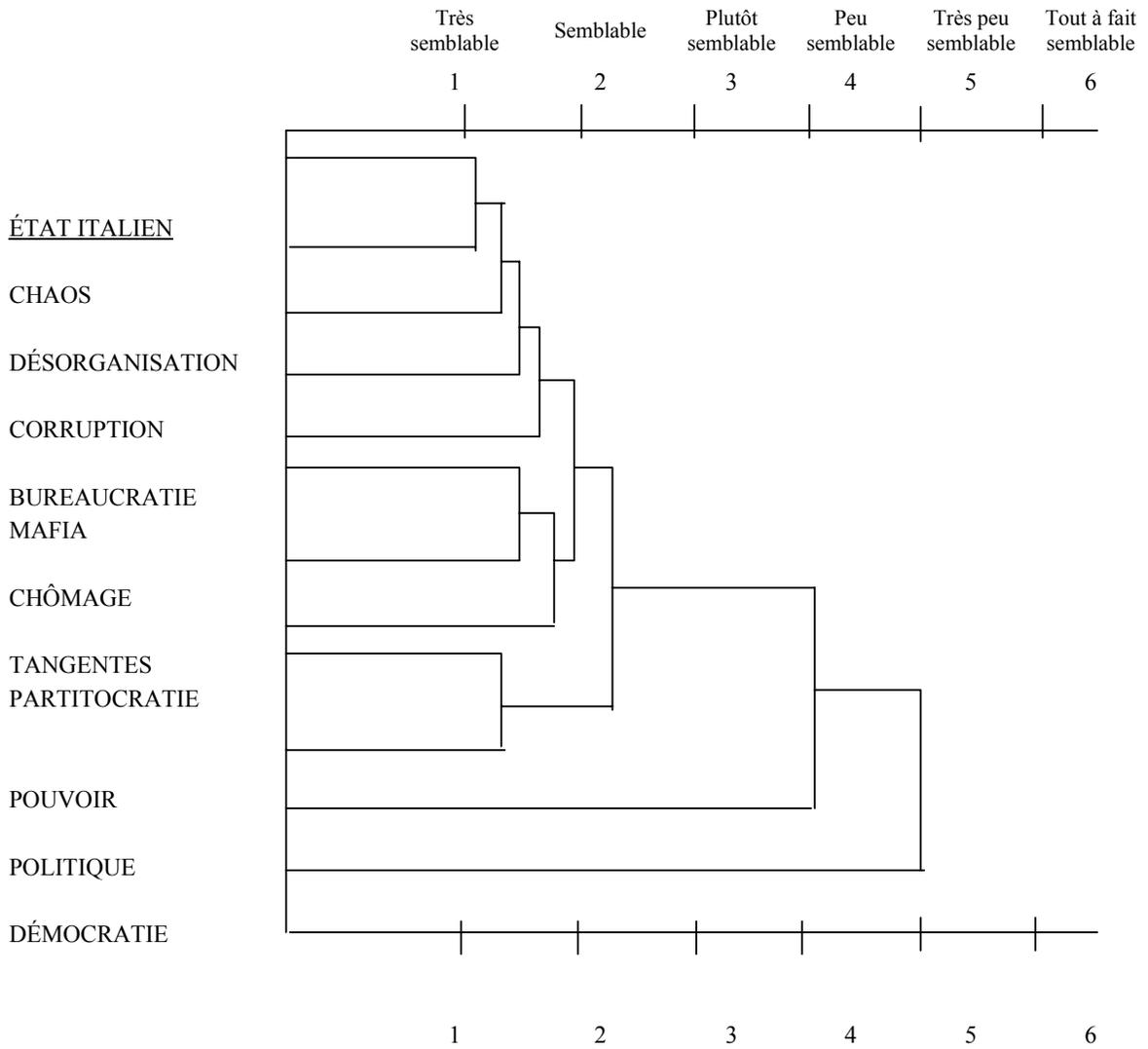
Ne pouvant non plus montrer tous les outputs graphiques relatifs à la technique utilisée, seuls sont présentés ceux qui, à mon avis, sont les plus explicatifs.

Considérations sur l'évolution du champ de la représentation sociale de l'État italien

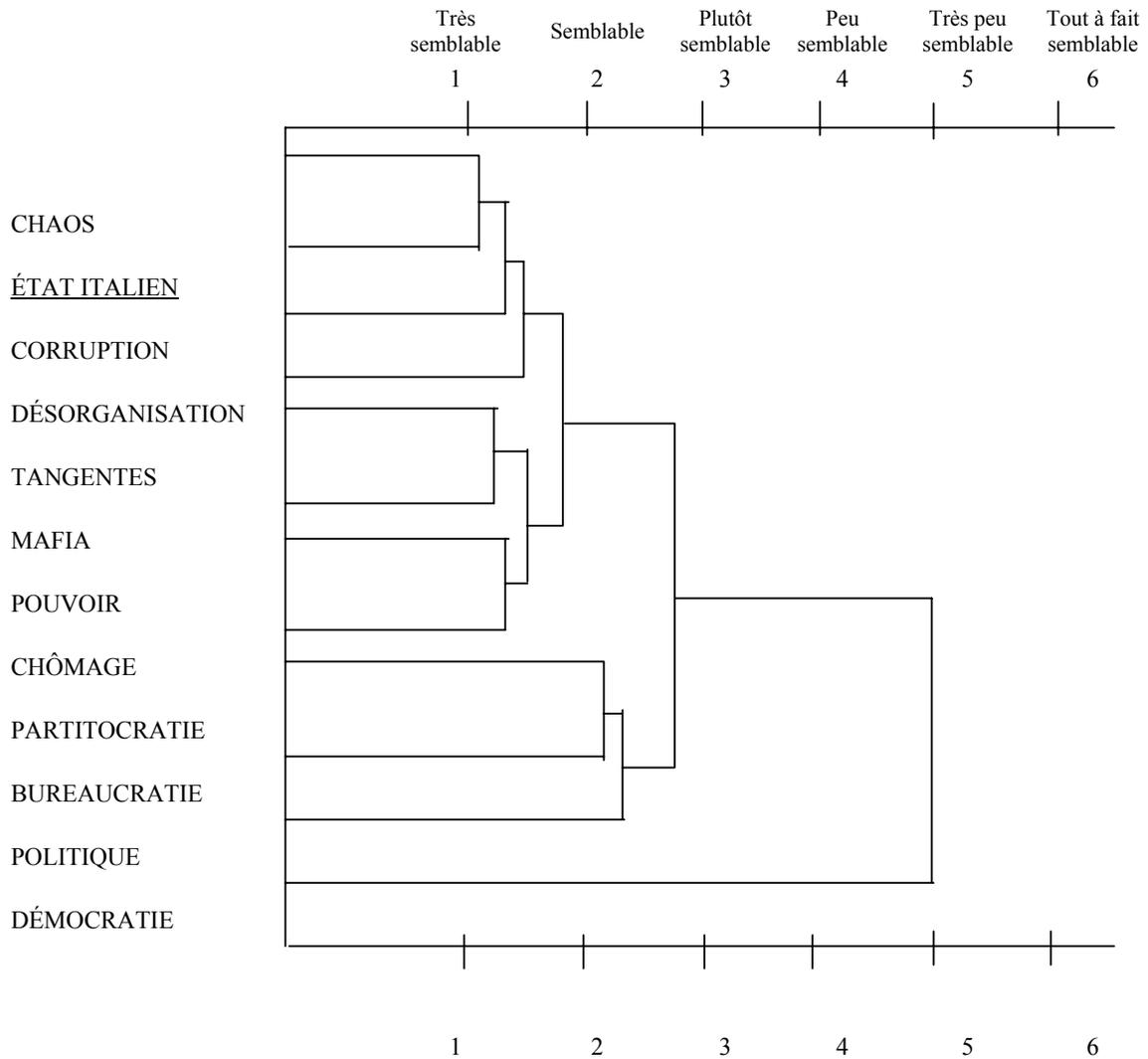
Les résultats obtenus avant et après les élections de 1994 montrent, parmi les étudiants en lettres qui se déclarent de centre-gauche, une vision de l'État italien dominée par le chaos, la désorganisation et la corruption. D'un côté, l'influence des événements qui se sont succédés dans les années qui précèdent immédiatement 1994, comme l'écroulement des partis de masse, 'tangentopoli' et 'mani pulite', apparaît clairement sur la structuration interne de la composante champ. De l'autre, on peut envisager que la victoire du regroupement politique opposé ait été vécu par les jeunes de gauche comme un élément de continuité plutôt que de rupture avec le passé. Et ce, bien que les élections de 1994 aient été précédées par une campagne électorale tapageuse et martelante, entièrement axée sur le 'changement', sur la 'nouveauté' et sur la possibilité d'une transformation totale du panorama politique et institutionnel du Pays. C'est à ce moment justement que, pour la première fois, on commence à parler du 'passage de la Première à la Seconde République'.

**Fig.1 Etudiants de gauche / Faculté de Lettres et Philosophie
1994:**

Avant les élections

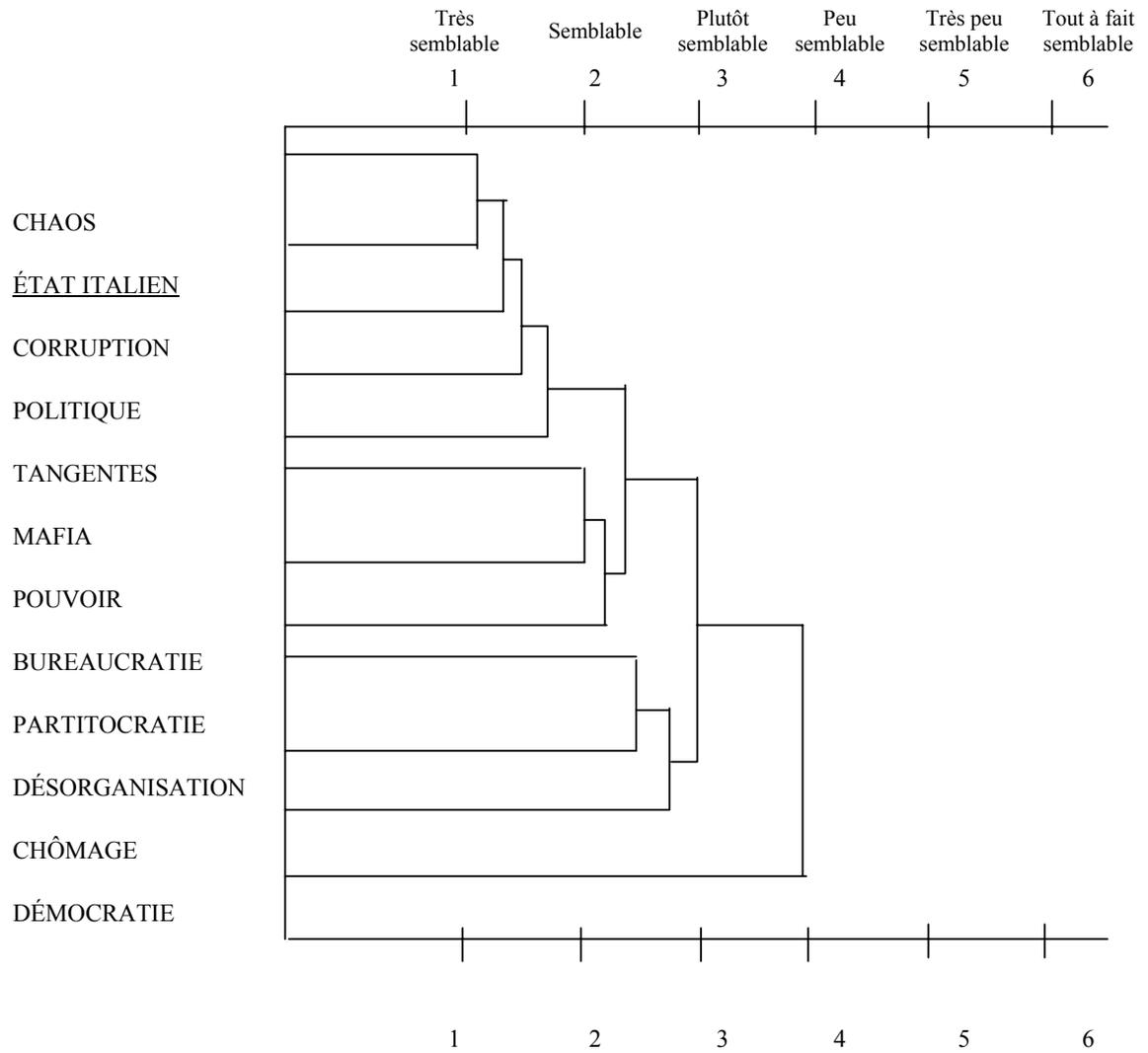


**Fig.2 Etudiants de gauche / Faculté de Lettres et Philosophie
1994:
Après les élections**

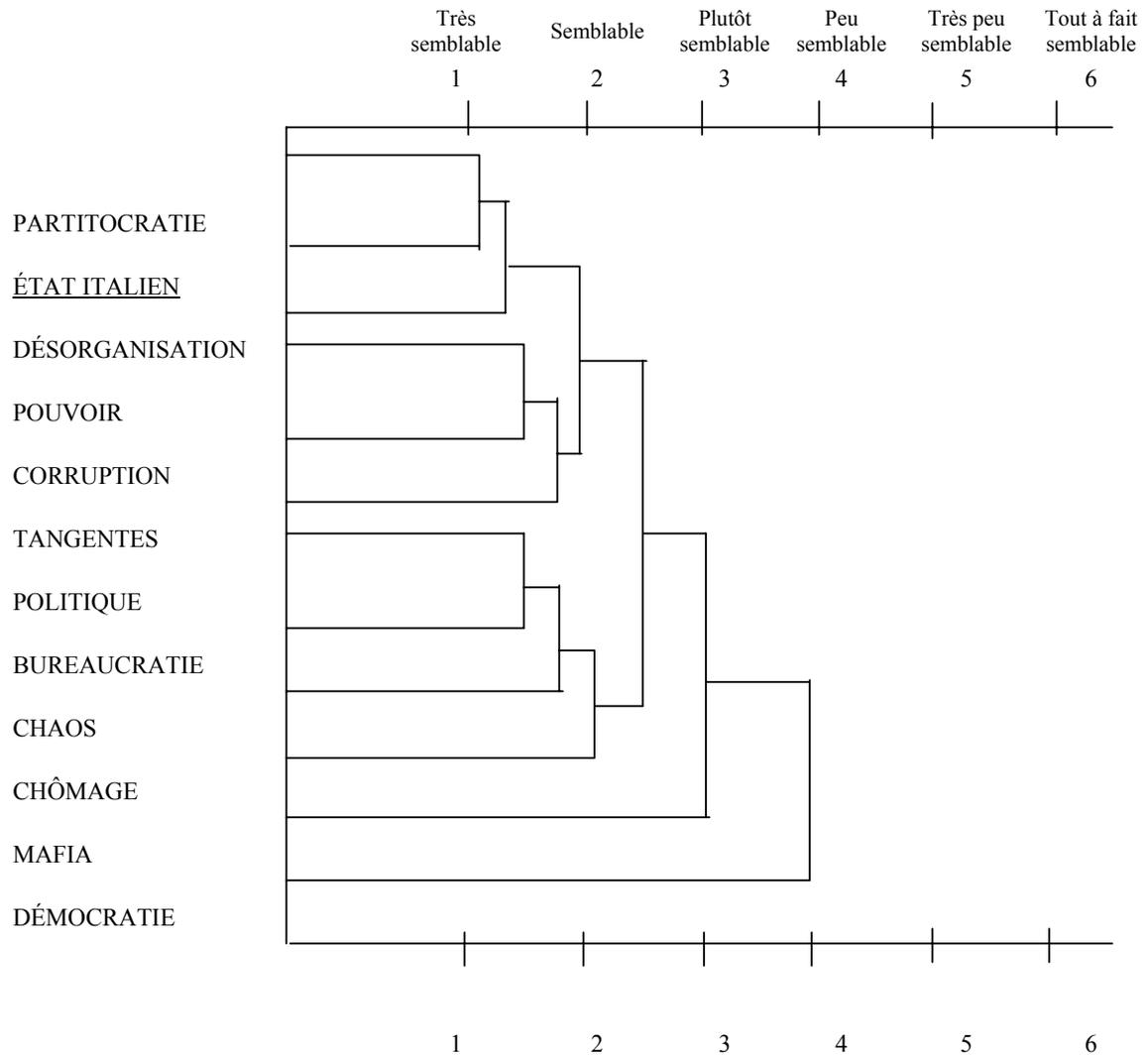


Même les sujets des sous échantillons B/94, avant les élections, montrent qu'ils partagent une idée de l'État italien globalement négative et totalement dominée par le chaos. Après les élections, toutefois, ces mêmes individus, bien que continuant à ne pas avoir une vision positive de l'État, ne le considèrent plus comme synonyme direct de chaos, probablement parce qu'ils attribuent à la coalition de droite, les vainqueurs, avec laquelle ils s'identifient, la capacité de le réduire.

**Fig.3 Etudiants de droite / Faculté d'Ingénieurs
1994:
Avant les élections**



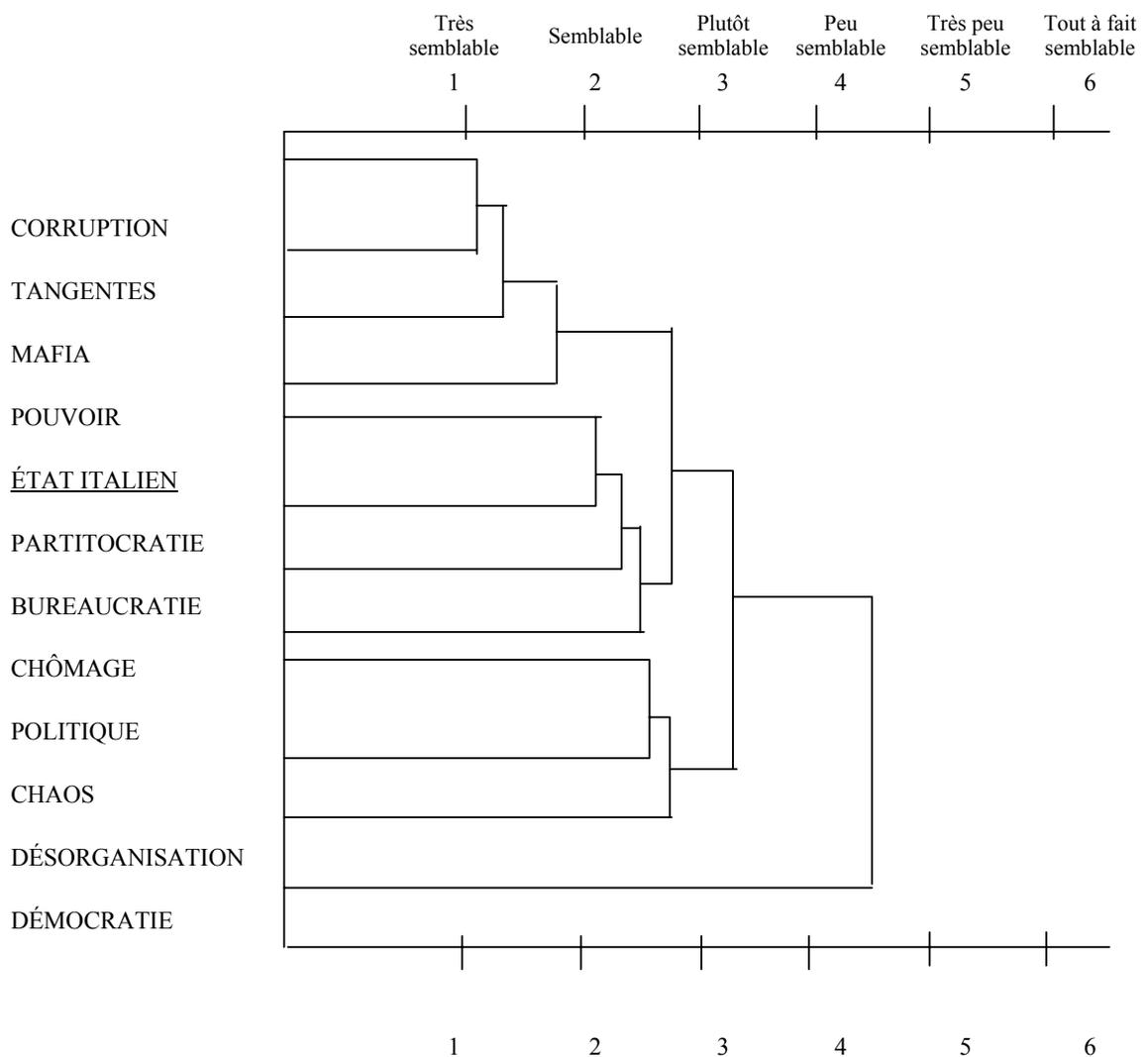
**Fig.4 Etudiants de droite/ Faculté d'Ingénieurs
1994:
Après les élections**



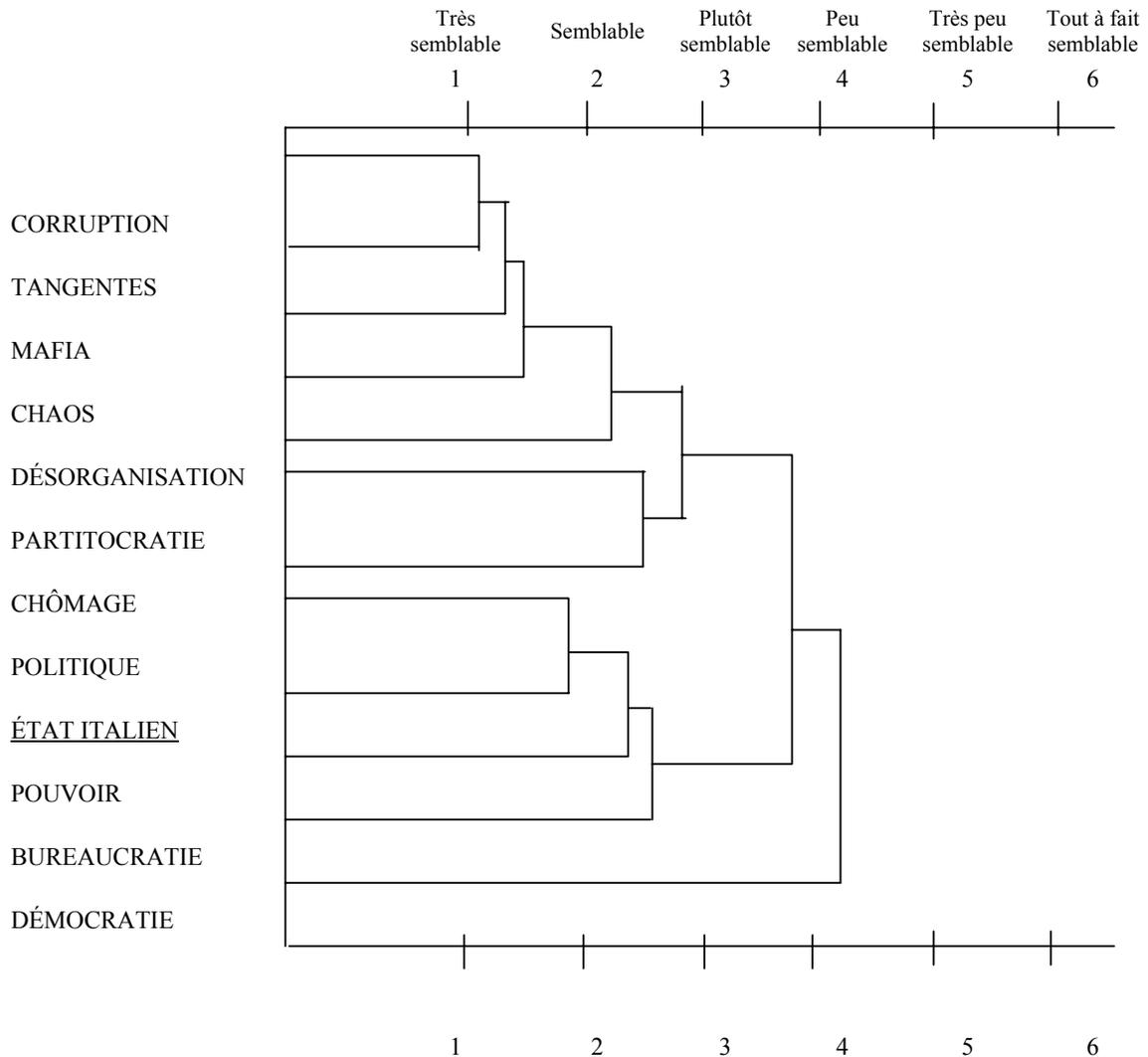
Une considération à part mérite la conception de la démocratie comme quelque chose d'absolument séparé de l'État italien. En effet, aussi bien avant qu'après les élections, tous les sujets, quelle que soit leur orientation politique, continuent à la considérer, du point de vue sémantique, différente de la réalité politique et institutionnelle dans laquelle ils vivent et dans laquelle devrait se matérialiser l'idée de démocratie.

En 1996, la donnée particulièrement intéressante qui émerge de la comparaison des résultats obtenus par les étudiants en Lettres de gauche concerne le cluster dans lequel est compris l'État italien. Comme on l'a vu, avant les élections, les éléments qui le composaient renvoyaient à une idée plutôt négative de l'État. Après les élections, avec la victoire du gouvernement de l'Ulivo, c'est-à-dire un gouvernement plus proche de leur orientation politique, cette idée de l'État semble se remodeler dans un sens plus « neutre », en quelque sorte moins négatif.

**Fig.5 Etudiants de gauche / Faculté de Lettres et Philosophie
1996: Avant les élections**



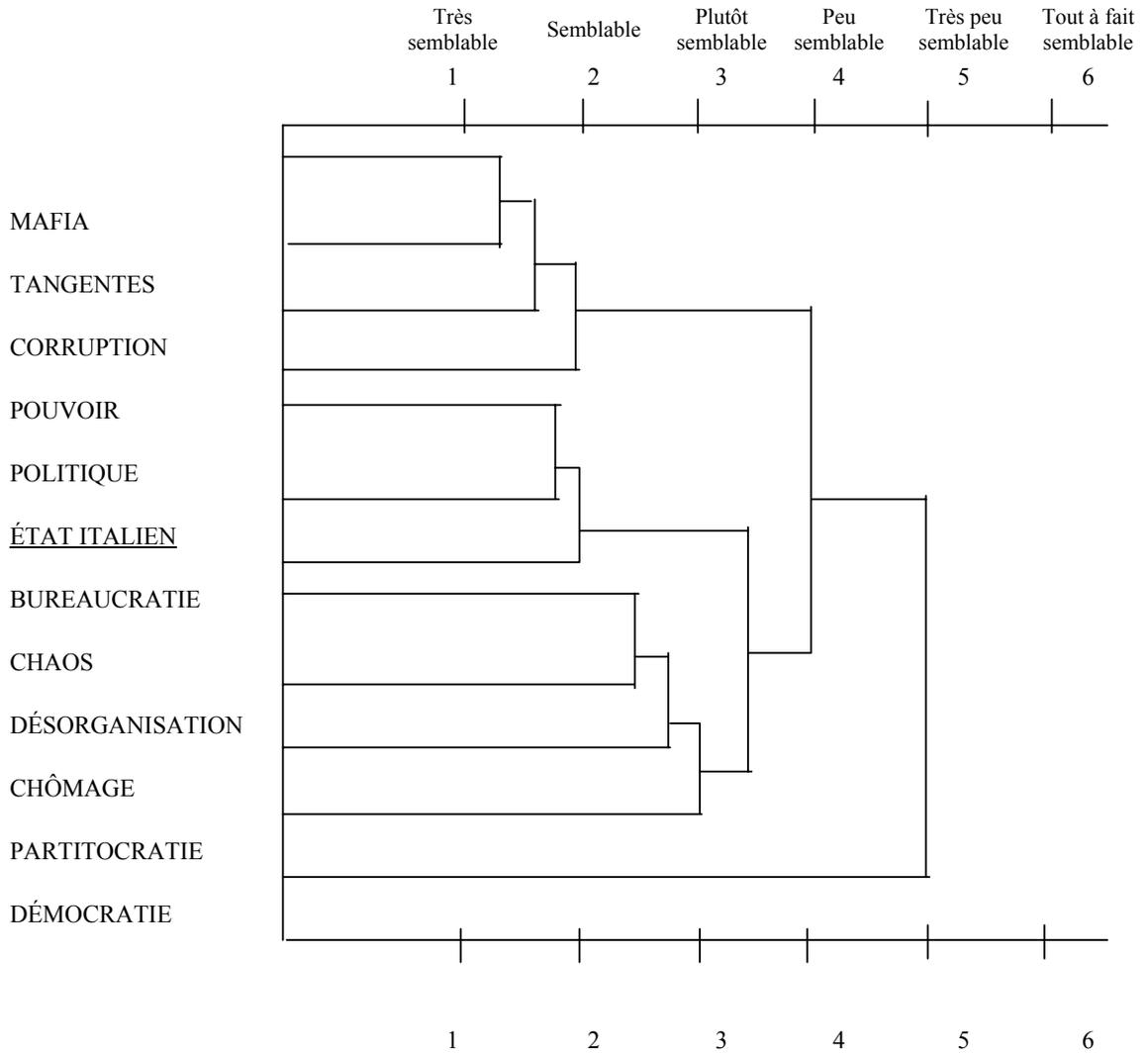
**Fig.6 Etudiants de gauche / Faculté de Lettres et Philosophie
1996:
Après les élections**



C'est le cas inverse avec les étudiants de droite de la Faculté d'Ingénieurs, lesquels, avant les élections, renvoient une idée de l'État italien tout à fait semblable à l'idée post-électorale de leurs collègues de gauche. Après les élections, au contraire, quand le gagnant est leur adversaire politique, l'État italien est considéré le lieu de la partitocratie et du chômage exactement comme c'était le cas, avant les élections, pour les interviewés de gauche. En définitive, selon les lois les plus classiques de la catégorisation sociale, si c'est 'nous' qui gouvernons, notre représentation de l'État se

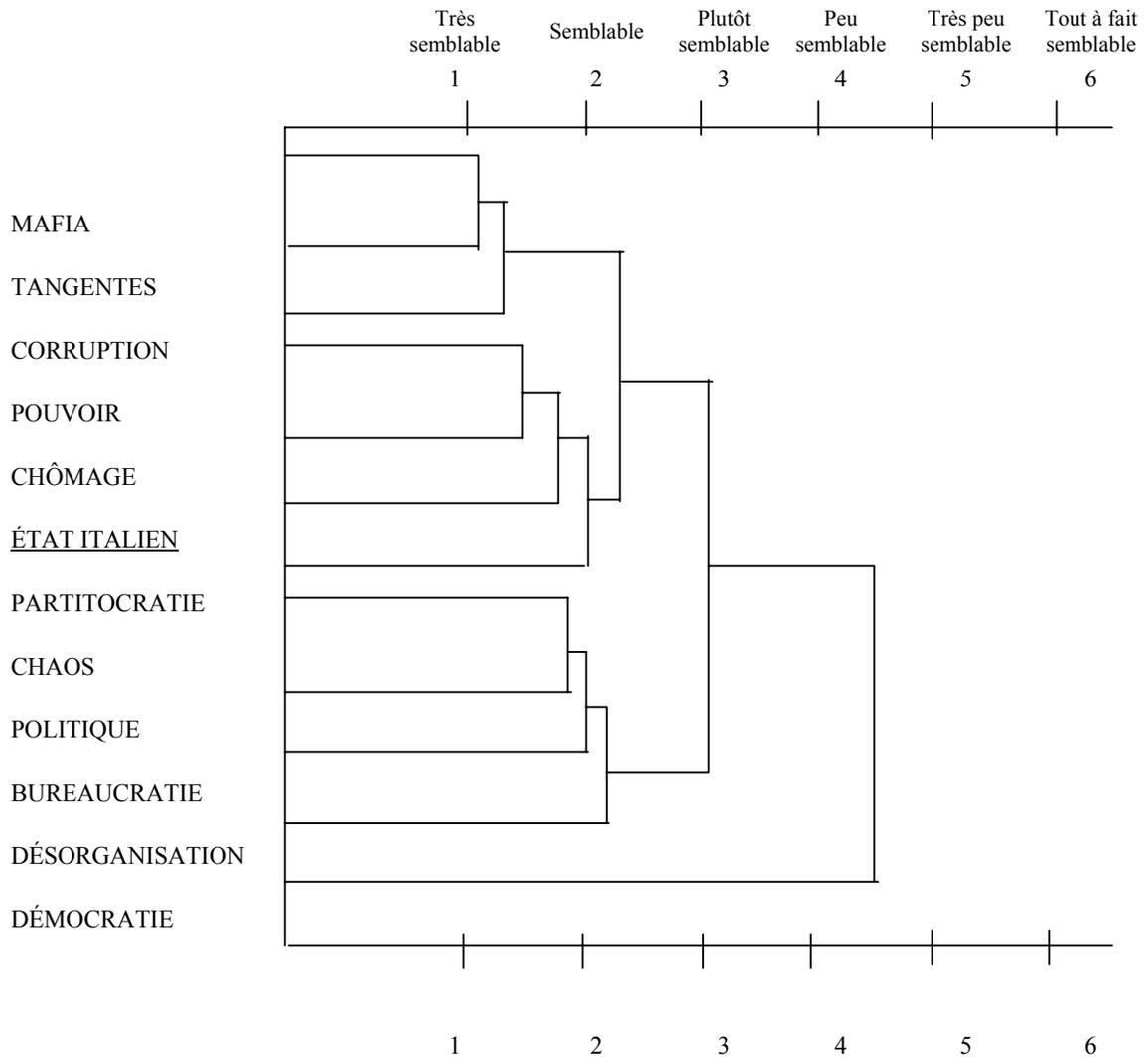
construit autour d'un agglomérat de concepts positifs. Si ce sont les 'autres' qui gouvernent, l'État s'identifie à ses 'pires maux'.

**Fig.7 Etudiants de droite / Faculté d'Ingénieurs
1996:**



**Fig.8 Etudiants de droite / Faculté d'Ingénieurs
1996:**

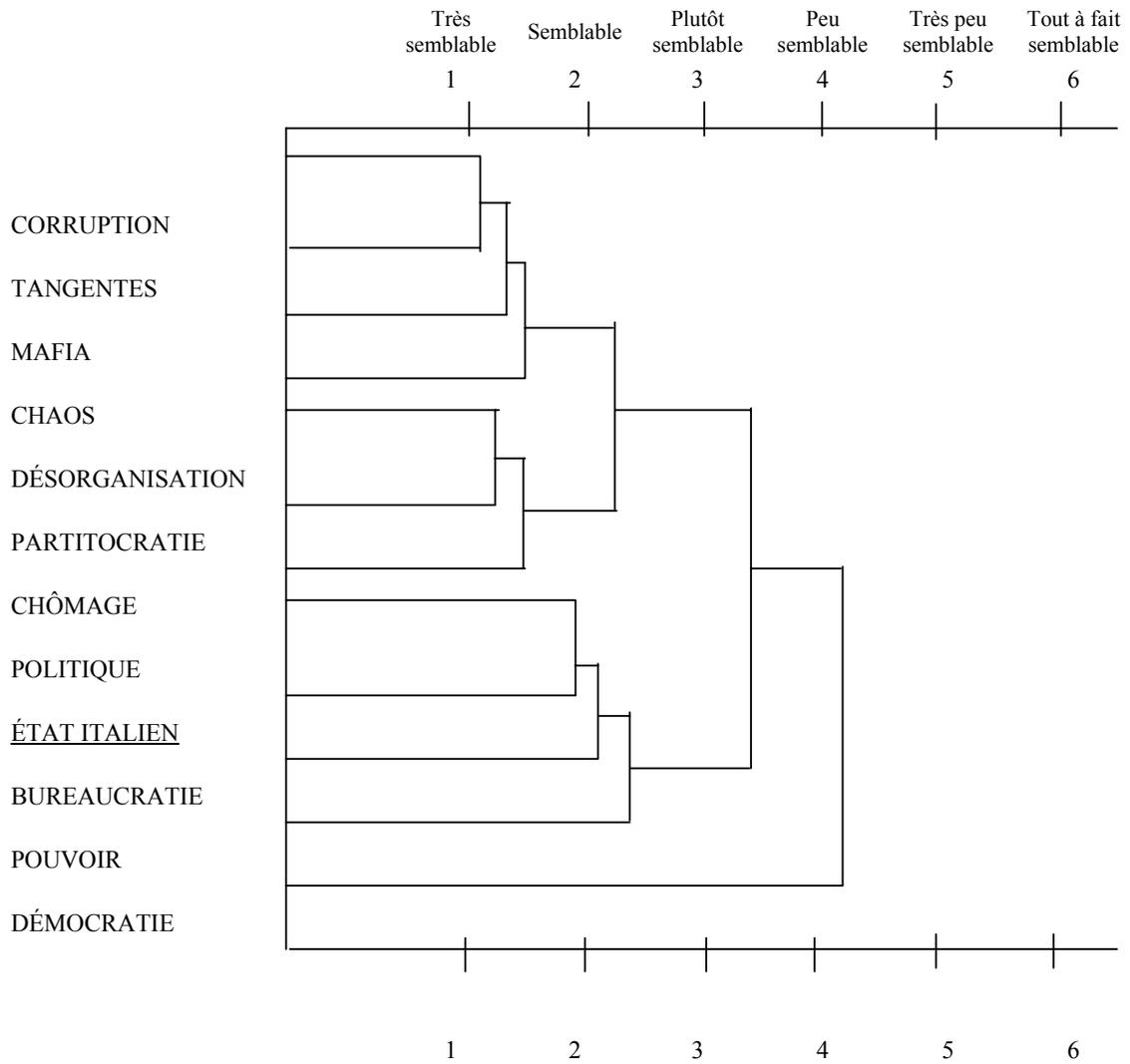
Après les élections



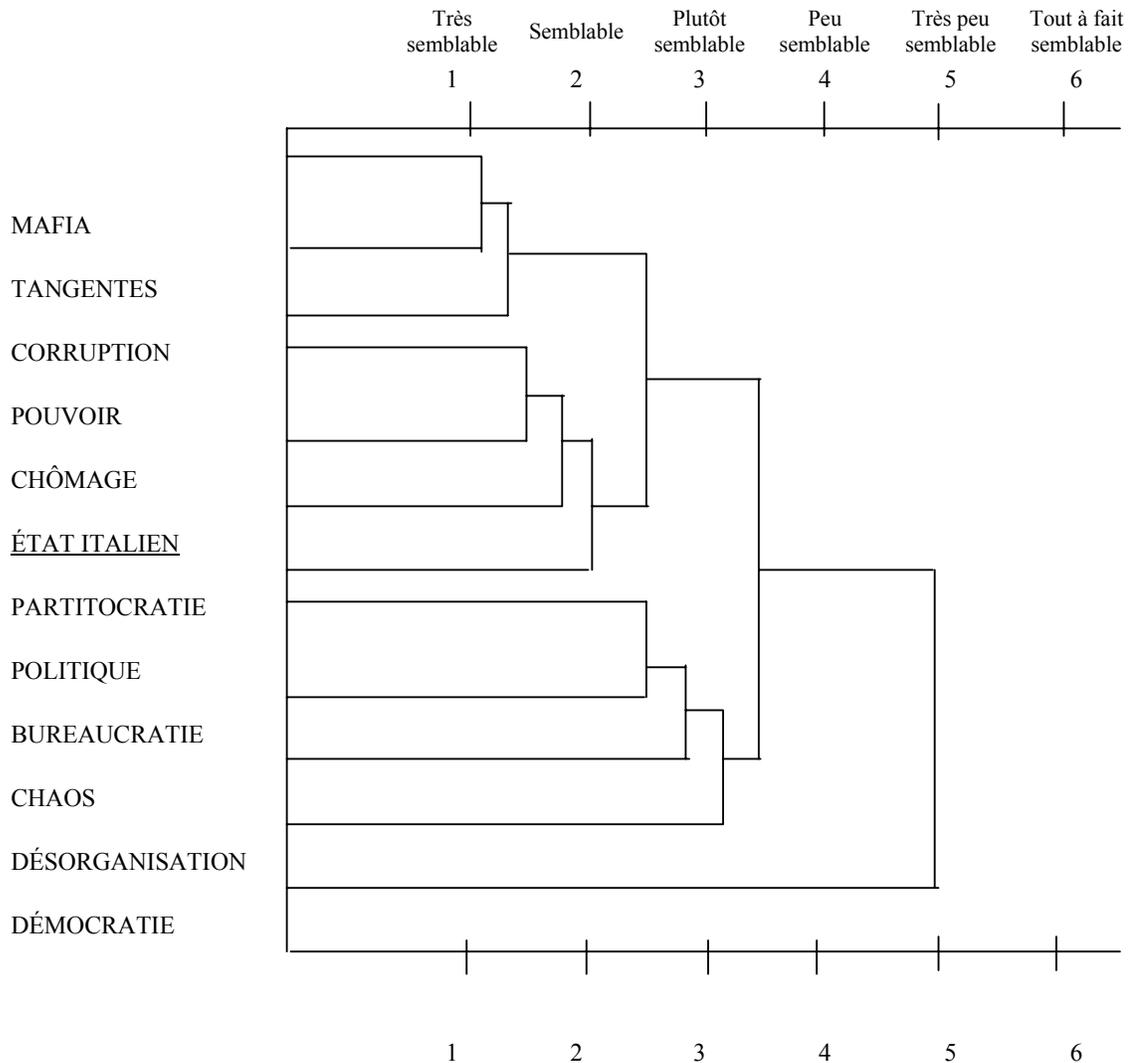
En comparant les résultats obtenus en 1999 dans les deux sous échantillons, il apparaît évident que, aussi bien les sujets de gauche que de droite renvoient une image de l'État italien parfaitement superposable à celle élaborée tout de suite après les élections de 1996, qui avaient marqué la victoire de la coalition de centre-gauche. Et donc trois ans après ce vote et avec un gouvernement du même bord, les étudiants, bien que différents de ceux qui avaient été interviewés en 1996, jugent toujours de la même façon l'État italien. D'une manière plus détachée et concrète, ceux politiquement

proches du Gouvernement élu, de manière négative, font ressortir les aspects les plus délétères de ceux d'orientation politique opposée.

Fig.9 Etudiants de gauche / Faculté de Lettres et Philosophie 1999



**Fig.10 Etudiants de droite / Faculté d'Ingénieurs
1999**



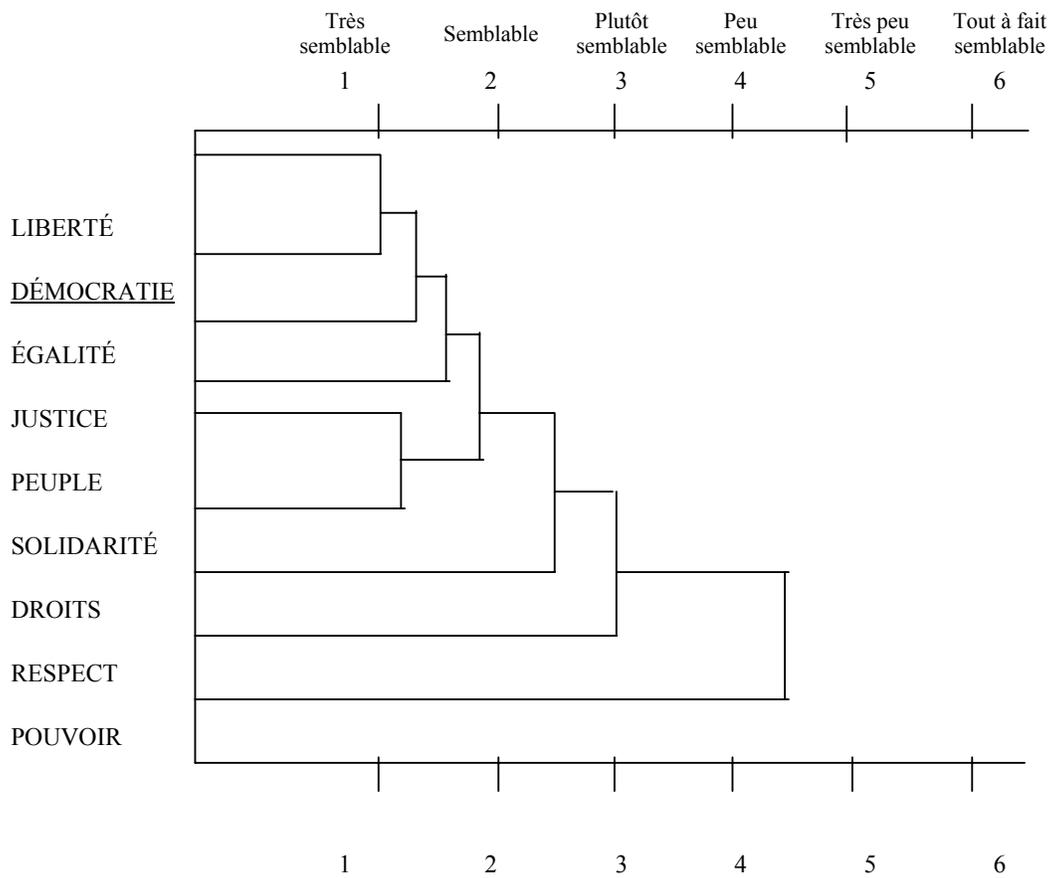
Considérations sur l'évolution du champ de la représentation sociale de la Démocratie

En comparant les résultats obtenus avant et après les élections de 1994, il est possible de formuler quelques considérations de caractère général sur la conception de la Démocratie des étudiants de droite et de gauche.

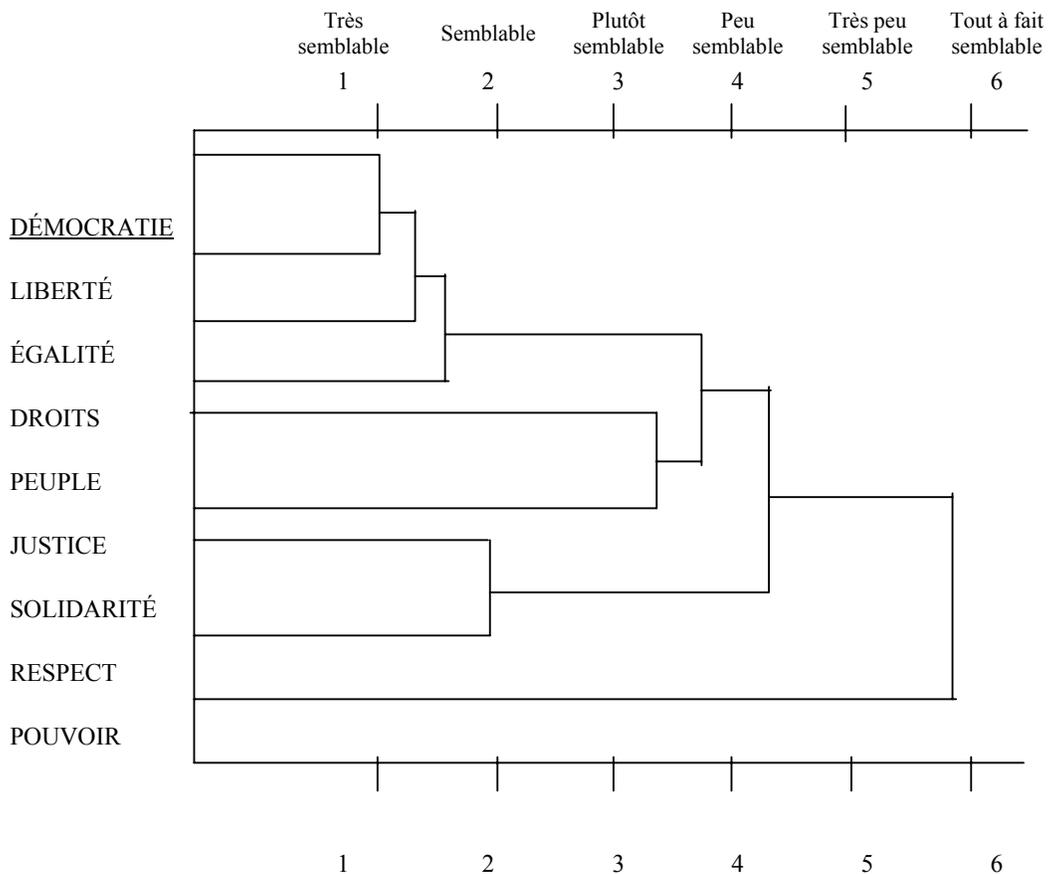
Commençons par ces derniers. Une lecture comparative des résultats obtenus montre clairement une plus grande cohésion des éléments constitutifs du champ de la représentation en période préélectorale. La distance entre les éléments centraux et

périphériques du champ, mis en évidence par les relevés effectués à la suite du vote, trouverait une explication plausible dans le succès obtenu par la coalition de centre-droite, opposée à l'orientation politique des interviewés. Ainsi, quand c'est « l'ennemi » qui gagne, en démocratie, le peuple n'est plus souverain et le respect de l'autre, la solidarité et la justice perdent leur centralité.

**Fig.11 Etudiants de gauche / Faculté de Lettres et Philosophie
1994: Avant les élections**

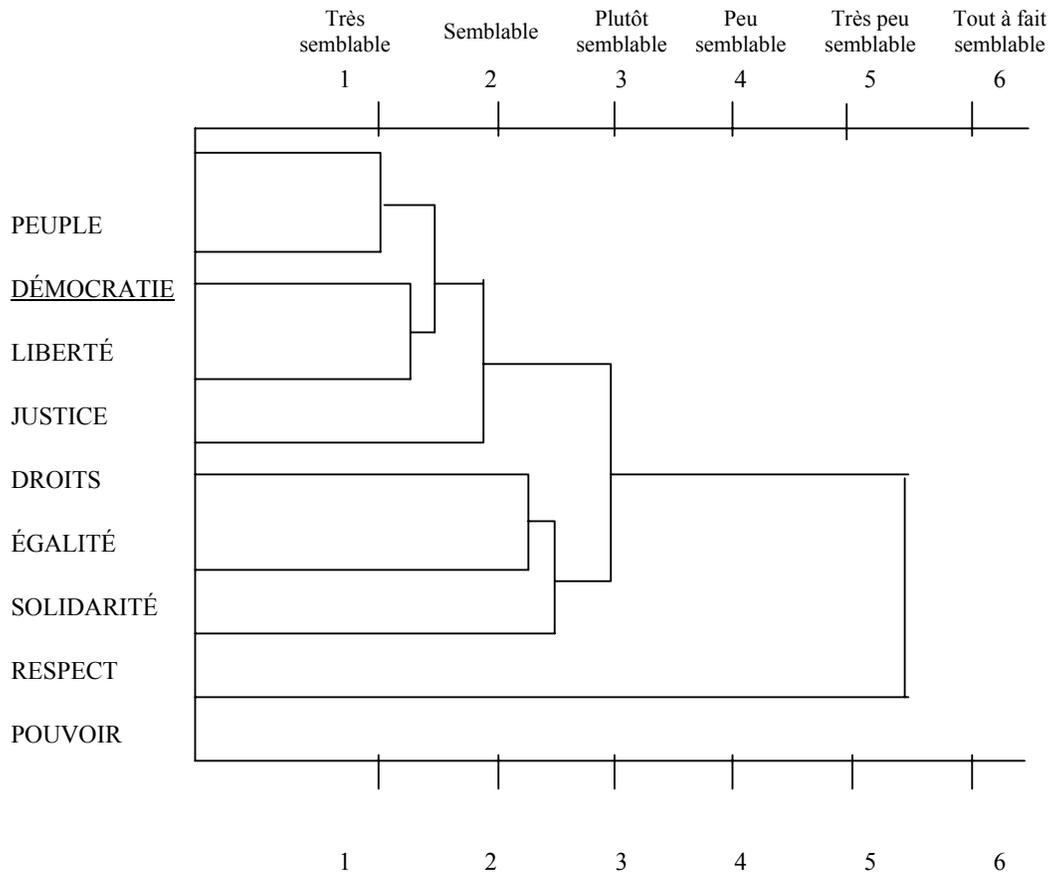


**Fig.12 Etudiants de gauche / Faculté de Lettres et Philosophie
1994: Après les élections**

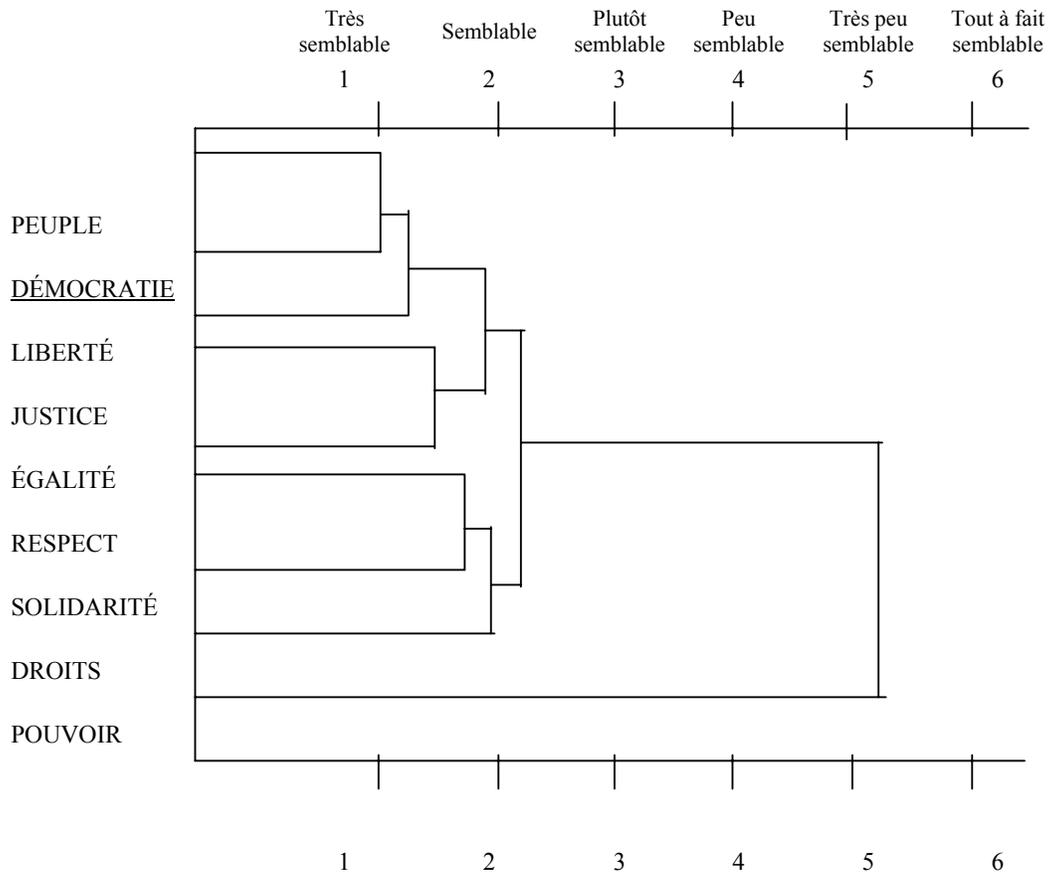


Les étudiants d'orientation politique de droite, pour leur part, mettent en évidence un champ représentationnel de la Démocratie bien plus compact. En effet, à la suite de la victoire de leur propre coalition politique, la situation relevée non seulement confirme les résultats pré-électorales, mais semble même indiquer l'existence d'une proximité sémantique supérieure entre tous les éléments du champ.

**Fig.13 Etudiants de droite / Faculté d'Ingénieurs
1994: Avant les élections**



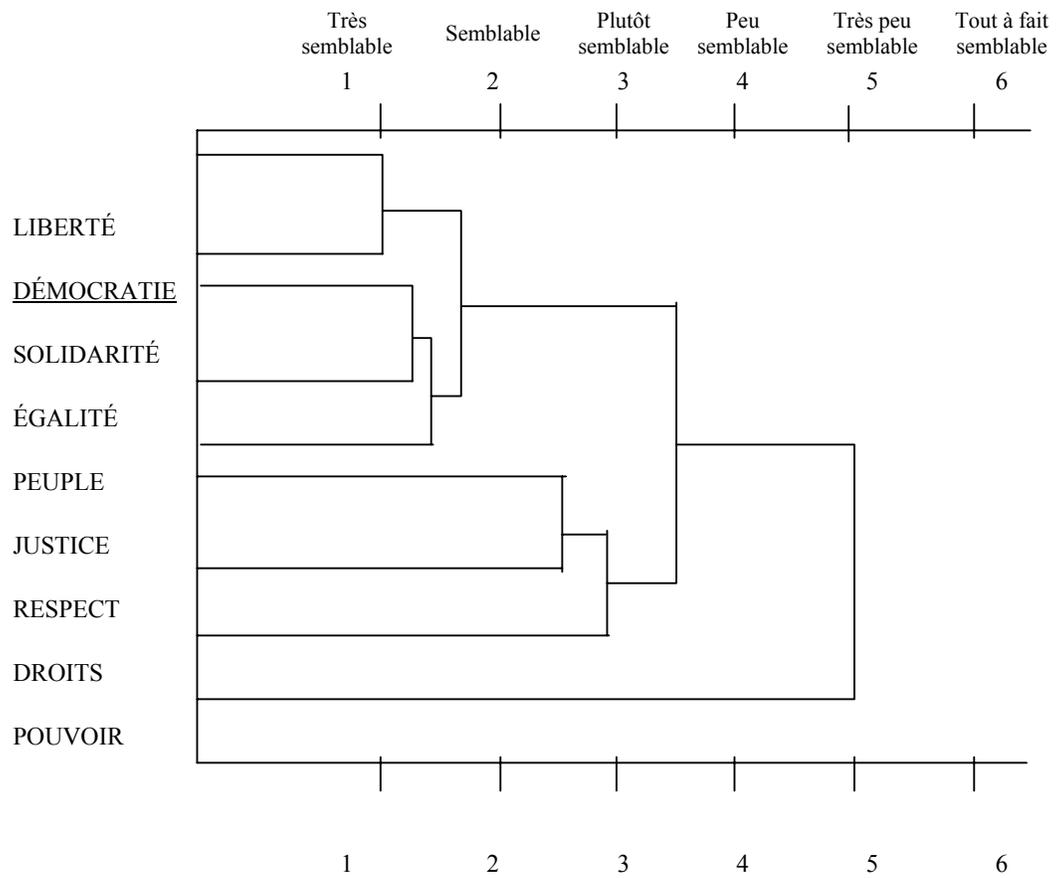
**Fig.14 Etudiants de droite / Faculté d'Ingénieurs
1994: Après les élections**



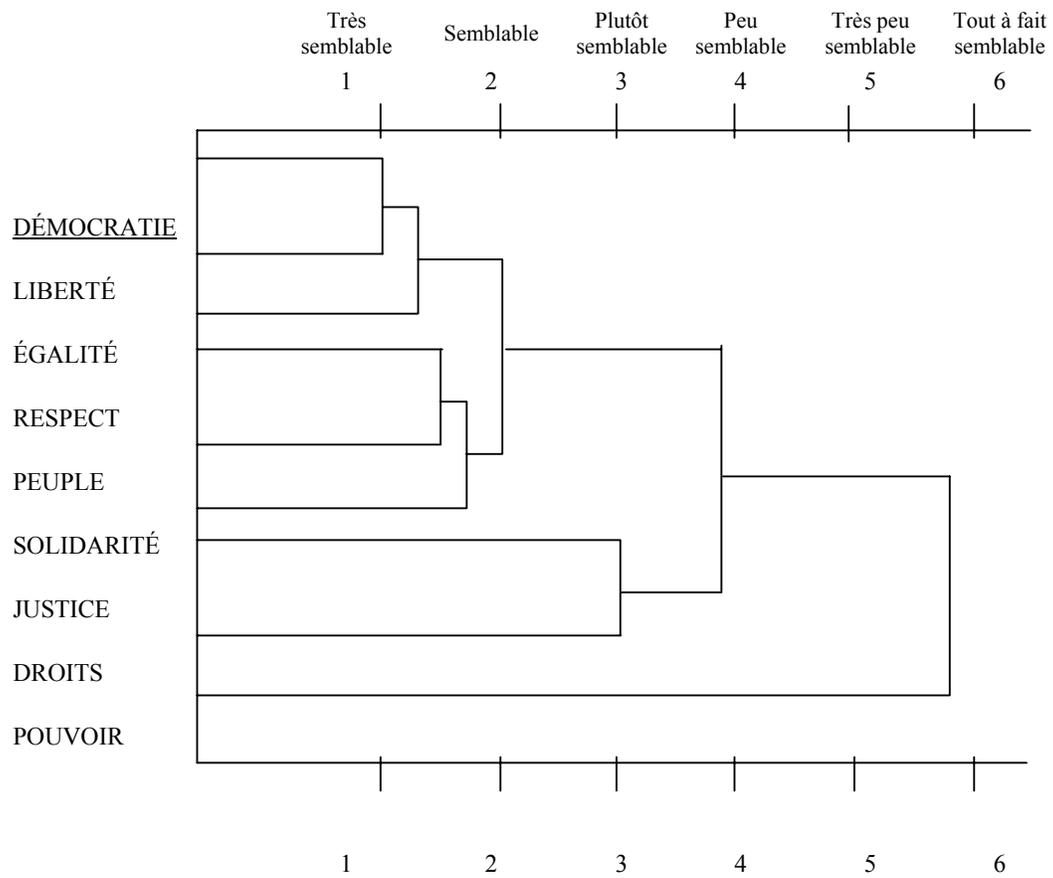
Une donnée intéressante est constituée par la position du concept de pouvoir par rapport à tous les autres. Le pouvoir, en effet, semble faire abstraction aussi bien de l'orientation politique des interviewés que des résultats électoraux, s'opposant sans équivoque et constamment à la démocratie. Cette tendance n'est pas surprenante si l'on considère les résultats obtenus dans de nombreuses recherches conduites sur la représentation sociale du pouvoir (Galli 1994, Galli & Nigro 1986 ; 1992, Nigro & Galli 1989). Ces études ont toujours mis en évidence l'absence de quelque relation que ce soit entre le pouvoir et la démocratie ; en effet, on ne trouve jamais aucune référence directe ni à l'idée de démocratie, ni à aucune de ses sous dimensions, tant à l'intérieur du champ sémantique du pouvoir, qu'à l'intérieur des définitions qu'en donnent les différents échantillons des sujets interviewés.

En général, une évaluation comparative des résultats obtenus en 1996, montre qu'il n'existe pas de différence dans les champs représentationnels des sujets interviewés, aussi bien de droite que de gauche, imputable aux résultats des élections. Les sujets des deux sous échantillons semblent avoir une représentation sociale de la Démocratie structurée, stable et indépendante de la coalition politique au Gouvernement. En particulier, l'analyse de la structure interne des champs sémantiques de la Démocratie met en évidence dans les deux sous échantillons l'existence de deux dimensions distinctes du concept. La première, que nous pourrions définir plus proprement 'sociale' et la seconde, étiquetable comme 'juridique'. Toutefois, les sujets de gauche considèrent la Démocratie liée davantage à sa dimension sociale, tandis que ceux de droite la voient plus proche de sa dimension juridique. Du reste, les références culturelles propres à chacune des orientations politiques auxquelles déclarent appartenir nos sujets ont toujours considéré centraux les thèmes de l'égalité et de la solidarité d'un côté et du respect des droits de l'autre.

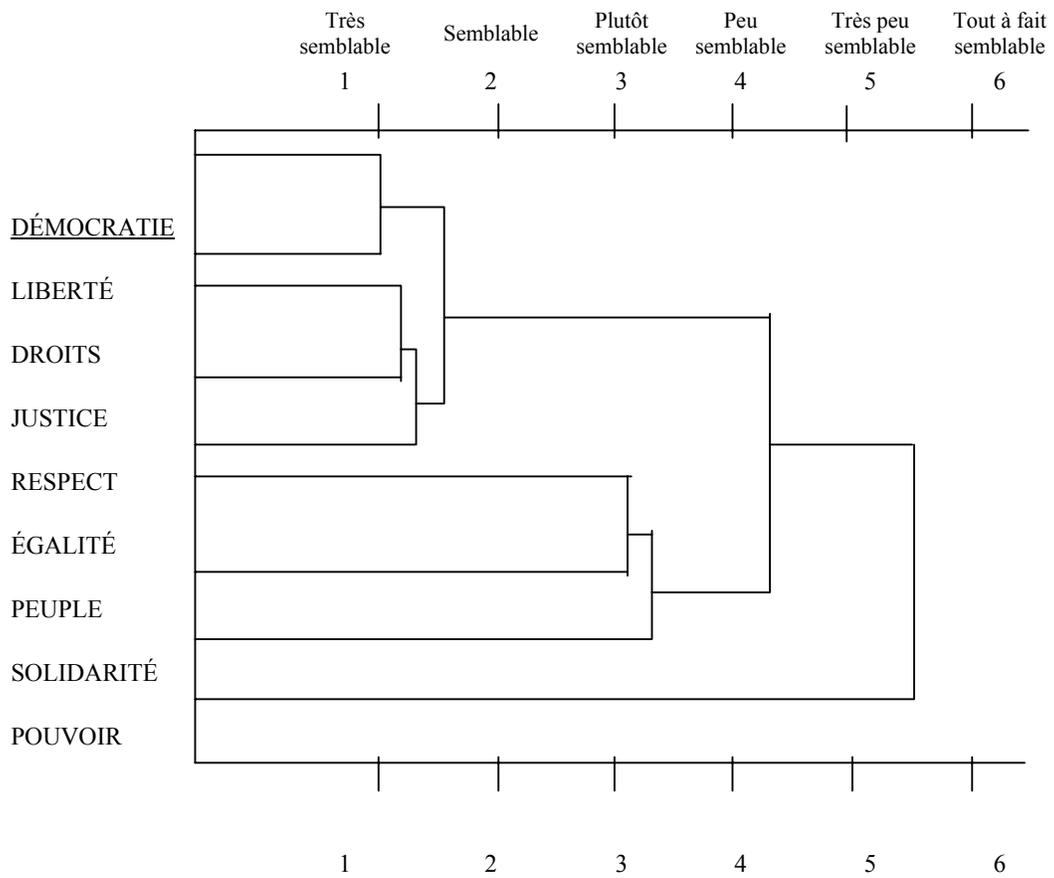
**Fig.15 Etudiants de gauche / Faculté de Lettres et Philosophie
1996: Avant les élections**



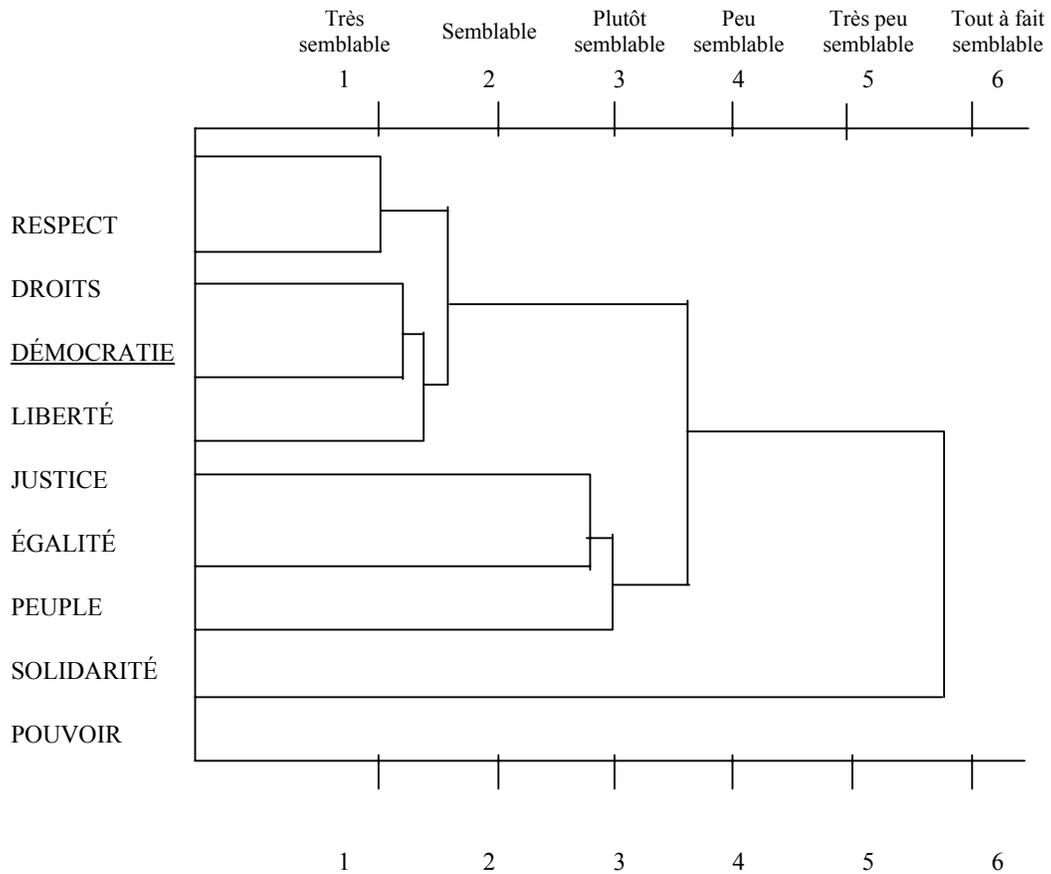
**Fig.16 Etudiants de gauche / Faculté de Lettres et Philosophie
1996: Après les élections**



**Fig.17 Etudiants de droite / Faculté d'Ingénieurs
1996: Avant les élections**

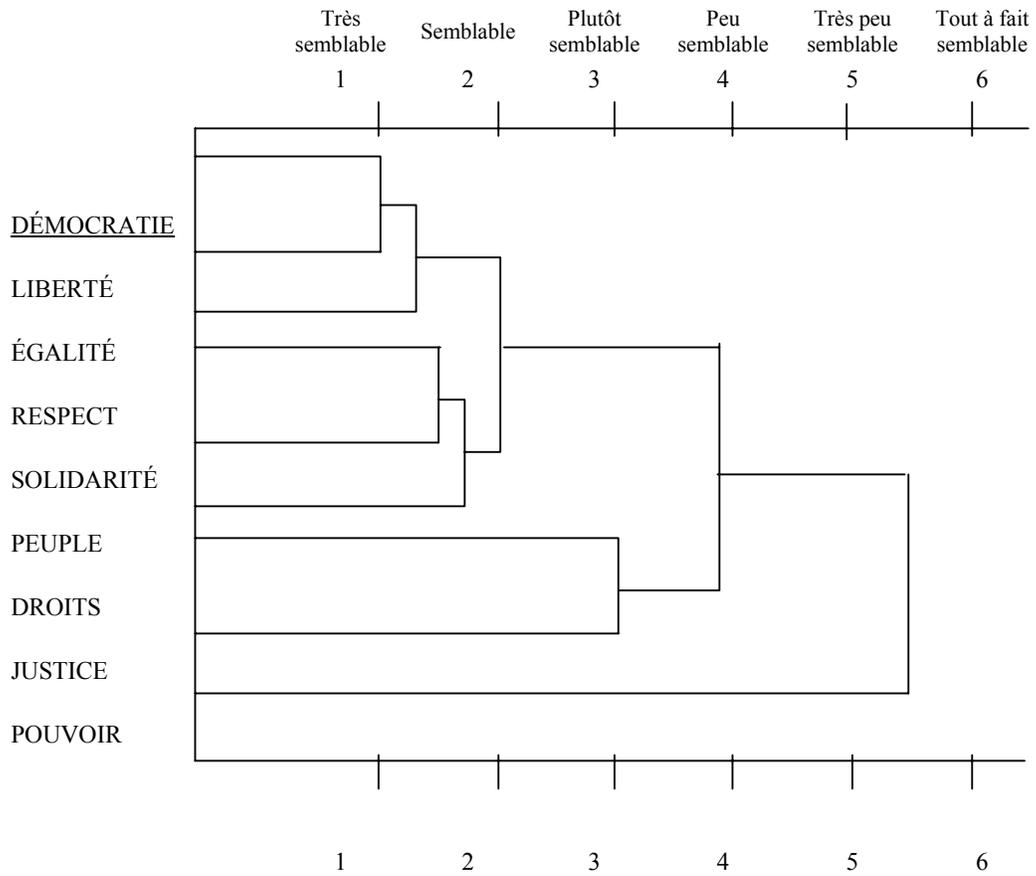


**Fig.18 Etudiants de droite / Faculté d'Ingénieurs
1996: Après les élections**

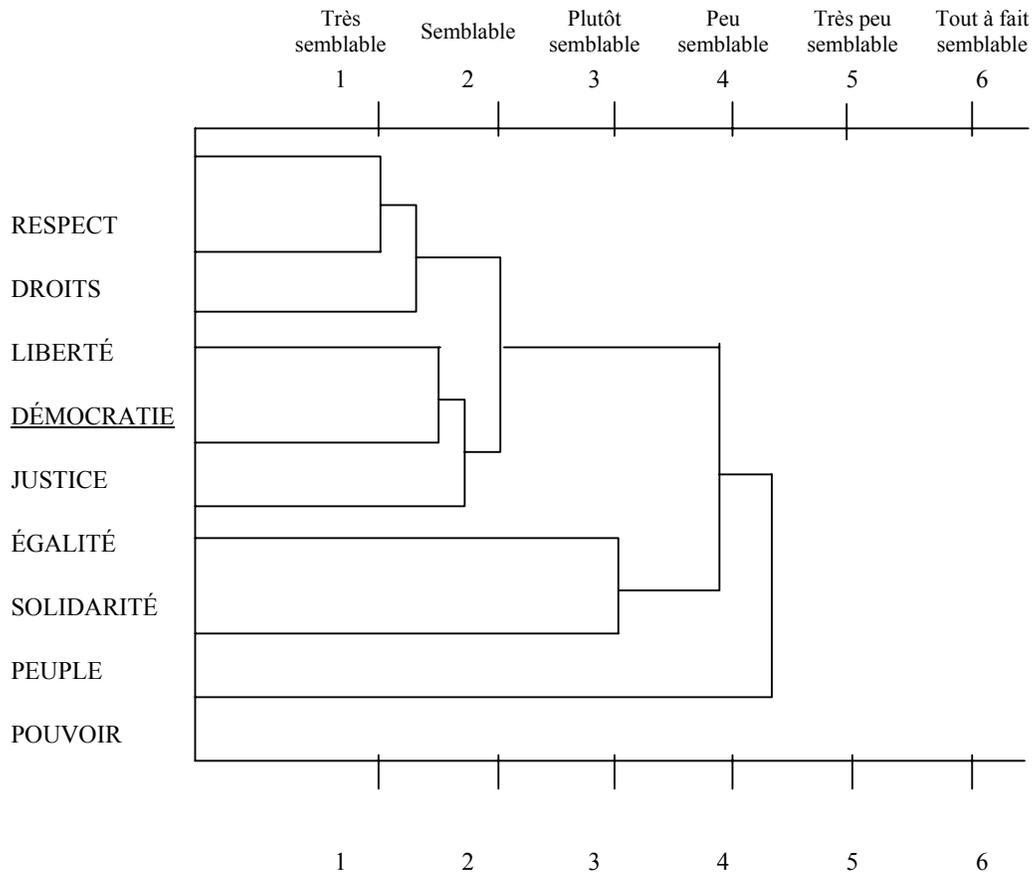


De la même façon, les étudiants interviewés en 1999 structurent leur champ représentationnel de la Démocratie à partir de deux dimensions sémantiques fondamentales : la dimension 'sociale' et la dimension 'juridique'. Comme dans les études précédentes, les étudiants de gauche considèrent centraux ces aspects de la vie démocratique davantage liés aux idéaux d'égalité et de solidarité, tandis que les sujets de droite assimilent la Démocratie surtout à l'idéal de la justice.

**Fig.19 Etudiants de gauche / Faculté de Lettres et Philosophie
1999**



**Fig.20 Etudiants de droite / Faculté d'Ingénieurs
1999**



6. Conclusions

Pour tenter une réflexion sur les résultats obtenus jusqu'ici, revenons à l'objet de l'analyse, l'évolution de la représentation sociale de l'État italien et de la Démocratie, dans le passage de la première à la seconde République.

L'idée première de cette recherche était de déterminer les éventuelles influences que les différentes transformations politiques et institutionnelles qui se sont succédées dans notre pays, entre 1994 et 1999, auraient exercé sur les modèles représentationnels des sujets interviewés. Nous étions intéressés, en particulier, au poids que les variables telles que orientation politique, moment historique et résultats électoraux auraient eu sur la structure et sur la transformation des représentations sociales en question. Le résultat

le plus éclatant que nous avons obtenu est relatif au fait que bien que les deux représentations aient des champs sémantiques clairement structurés, celui de l'État italien semble dépendre étroitement de toutes les variables ci-dessus mentionnées, tandis que celui de la Démocratie semble influencé uniquement par l'orientation politique des individus.

En ce qui concerne le champ représentationnel de l'État italien, à l'exception des résultats de 1994, les données obtenues indiquent l'existence d'une forte corrélation entre le type de gouvernement en charge et l'image de l'état restituée par les interviewés. En effet, nous avons relevé des variations significatives dans la structure interne des champs sémantiques selon le degré d'identification des sujets avec la coalition gouvernementale sortie vainqueur des urnes dans les différents moments historiques considérés. Un champ représentationnel changeant et fortement conditionné par le contexte, faisait présager l'existence d'une représentation fluctuante.

Le champ sémantique de la représentation de la Démocratie, par contre, semble plus imperméable, moins lié aux variations fréquentes des coalitions de gouvernement. Il est toutefois influencé par l'orientation politique à laquelle les individus déclarent s'identifier. Ceci nous amène à supposer l'existence d'une représentation qui, selon une taxonomie proposée par Moscovici (1986), pourrait être classifiée comme « agonale » ou « critique », c'est-à-dire une représentation dont les éléments sont presque tous les mêmes dans l'ensemble de la population, mais dont la signification est déterminée par des valeurs différentes, ou bien opposées. L'idée de la Démocratie exprimée par les différents échantillons se structure essentiellement autour de deux noyaux figuratifs et conceptuels : l'un, plus propre aux sujets de gauche, lié à la dimension d'égalité et de solidarité, que nous avons défini « sociale », l'autre, plus propre aux individus de droite, lié à la dimension de justice et des droits, que nous avons défini « juridique ». En ligne avec les résultats de la recherche conduite sur ce thème par l'équipe internationale coordonnée par Ivana Markova, le terme le plus fréquemment indiqué comme synonyme de Démocratie est, pour nous aussi, « liberté », mais uniquement pour les individus d'orientation politique de gauche. Les individus d'orientation politique de droite, de leur côté, fournissent, pour chaque moment historique, un synonyme différent à démocratie.

Les résultats que nous avons présentés jusqu'ici ne regardent, bien entendu, qu'une petite partie des données que nous avons recueillies, dans le but d'identifier la structure et l'évolution des représentations sociales de deux objets aussi importants mais encore aussi peu connus que l'État italien et la Démocratie.

Il est bien évident que dans ce contexte une conclusion drastique serait hasardeuse sinon impossible. Nous espérons néanmoins que ce qui a été présenté jusqu'ici soit aussi stimulant pour vous que cela l'a été pour nous.

¹ Les résultats relatifs aux lycéens ne sont pas présentés ici car les données de cet échantillon sont encore en cours de traitement.

² Les étudiants du Lycée scientifique ont participé à l'étude sur l'État italien mais non à celle sur la Démocratie, car au cours de la première enquête effectuée en 1994, presque 80 % des interviewés a manifesté des difficultés à remplir le questionnaire sur ce thème.

Références

- Abric, J.C. (1998, august). *L'Etat actuel des travaux sur l'Approche Structurale*. Communication présentée a la « Cuarta conferencia internacional sobre representaciones sociales », Ville du Mexique, Mexique.
- Agazzi, A., Berti, A.E. (1995). La conoscenza del concetto di democrazia a diversi livelli scolari : V elementare, III media e I anno di Università. *Scuola e città*, XLV (7), 290-301.
- Amerio, P. (1996). *Forme di solidarietà e linguaggi della politica*, Torino: Boringhieri.
- Barbera, A., Fusaro, C. (1997). *Il governo delle democrazie*, Bologna: il Mulino.
- Boski, P. et al. (1997, juillet). *The meaning of the term « democracy » and related concepts in the postcommunist countries*. Communication présentée au « Vth European Congress of Psychology », Dublin, Irlande.
- Buchowski, M., et al. (1994). Language. Nineteen eighty-four and 1989. *Language in society*, 23, 555-578.
- Calise, M. (1994). *Dopo la partitocrazia. L'Italia tra modelli e realtà*, Torino: Einaudi.
- Calise, M. (2000). *Il partito personale*, Roma-Bari: Editori Laterza.
- Catellani, P. (1997). *Psicologia politica*, Bologna: il Mulino.
- Clémence, A., et al. (1995). La représentation sociale des droits de l'homme : Une recherche internationale sur l'étendue et les limites de l'universalité. *Journal International de Psychologie*, 30, 181-212.
- Colucci, F.P. (1995). Campagna elettorale e senso comune della politica : cambiamenti e persistenze. *Ikon*, 30, 187-222.
- Colucci, F.P. (ed) (2000). *Il cambiamento imperfetto. I cittadini, la comunicazione politica, i leader nell'Italia degli anni Novanta*. Milano : Unicopli.
- Colucci, F.P., Camussi, E. (1996). Political communication and common sense in a changing situation : the case of Italy. *Ricerche di psicologia*, 20, 95-129.
- Colucci, F.P., Camussi, E. (1997). Rappresentazione della politica e dei politici in Italia ed in Francia, *Ikon*, 35, 43-78.

-
- Doise, W., et al. (1994). Values and perceived conflicts in the social representations of human rights : feasibility of a cross-national study. *Swiss Journal of Psychology*, 53, 240-251.
- Doise, W., Herrera, M. (1994). Déclaration universelle et représentations sociales des droits de l'homme : Une étude à Genève. *Revue Internationale de Psychologie Sociale*, 7, 85-105.
- Galli, I. (1994). Potere e influenza: due concetti a confronto, *Rassegna di psicologia*, XI (2), 111-121.
- Galli, I., Nigro, G. (1986) La rappresentazione sociale del potere in un campione di studenti universitari. La trama primitiva, *Psicologia e Società*, I (Numero Speciale), 20-32.
- Galli, I., Nigro, G. (1992) La représentation sociale du pouvoir chez les enfants, *Bulletin de Psychologie*, XLV (405), 217-222.
- Gonzales Navarro, M. (1998, august). *La premisas de la participacion electoral en Mexico y la imagen de los candidatos*. Communication présentée a la « Cuarta conferencia internacional sobre representaciones sociales », Ville du Mexique, Mexique.
- Held, D., (1997). *Modelli di democrazia*, Bologna : il Mulino.
- Markova, I., Moodie, E., Plichtova, J. (1998a). The Social representations of democracy : stability and change in word meanings. In A.-V. Rigas (ed.) *Social Representations and Contemporary Social Problems*, Athens : Ellinika Grammata Publ.
- Markova, I. et al. (1998b). Social representations of the individual : a post-Communist perspective. *European Journal of Social Psychology*, 28, 797-829.
- Markova, I. et al. (à paraître). *Democracy : an interplay of common knowledge and language*.
- Moodie, E., Markova, I., Plichtova, J. (1995). Lay representations of democracy : a study in two cultures. *Culture and Psychology*, 1, 423-453.
- Moscovici, S. (1986). L'ère des représentations sociales. In W. Doise, A. Palmonari (ed.) *Textes de base en psychologie : L'Etude des représentations sociales*. Neuchâtel : Delachaux & Niestlé, 34-80.
- Moscovici, S. (1988). *La machine à faire des dieux*. Paris : Fayard.
- Moscovici, S. (1992). La démocratie et rien d'autre. *Le genre humain*, 26, 31-47.

-
- Moscovici, S. (1993, septembre). Razon y Culturas. Discurso pronunciado con motivo de la investidura como Doctor « Honoris Causa » por la Univrsidad de Sevilla. Acto Solemne, 45-94.
- Moscovici, S. (1998, august). *Que signifie faire l'état de l'art ? Un bilan, une critique ou un retour sur soi ?*. Communication présentée a la « Cuarta conferencia internacional sobre representaciones sociales », Ville du Mexique, Mexique.
- Mota Botello, G. (1998, august). *Transicion politica en Mexico : una vision psicopolitica de la cultura democratica*. Communication présentée a la « Cuarta conferencia internacional sobre representaciones sociales », Ville du Mexique, Mexique.
- Nigro, G., Galli, I. (1989). La rappresentazione sociale del potere. In A. Quadrio, L. Venini (ed.) *Potere e relazioni sociali e politiche*, Milano : Vita e Pensiero, 53-71.
- Palmonari, A., Arcuri, L., Girotto, V. (1994). *Scelta elettorale e pensiero quasi-magico : l'illusione del votante*. Dipartimento di Psicologia dello Sviluppo e della socializzazione, Report n°63, pp. 21.
- Portinaro, P.P. (1999). *Stato*. Bologna: il Mulino.
- Quadrio, A. (1984). *Questioni di psicologia politica*. Milano : Giuffrè.
- Quadrio, A., Catellani, P., Sala, V. (1988). La rappresentazione sociale della politica. *Archivio di Psicologia, Neurologia e Psichiatria*, 49, 5-27.
- Reykowski, J. (1995, avril). *Popular concept of democracy and perception of the socio-political situation*. Communication présentée à la « East-West Conference of the European Association of Experimental Psychology », Prague, République Tchèque.
- Rodriguez Cerda, O. et al. (1996, septembre). *Structure de la représentation sociale de la démocratie à Mexico*. Communication présentée à la « Troisième Conférence Internationale sur les représentations Sociales », Aix-en-Provence, France.
- Rodriguez Cerda, O., Saldivar Moreno, D.M., Diaz Rojas, F. (1998, august). *Representacion social de la democracia : la igualdad impugnada*. Communication présentée à la « Cuarta conferencia internacional sobre representaciones sociales », Ville du Mexique, Mexique.
- Schiavone, A. (1998). *Italiani senza Italia. Storia e identità*, Torino: Einaudi.
- Staerklé, C., Clémence, A., Doise, W. (1998). Representation of human rights across different national contexts : the role of democratic and non-democratic populations and governments. *European Journal of Social Psychology*, 28, 207-226.

Tenenti, A. (1987). *Stato: un'idea, una logica. Dal comune italiano all'assolutismo francese*, Bologna: il Mulino.

Topalova, V. (1997). Individualism/Collectivism and Social Identity. *Community and Applied Social Psychology*, 7 (1), 53-64.

Uribe Patino, J. (1997). *Los referentes Ocultos de la Psicología Política*. Ville du Mexique : UAM.

Uribe Patino, J., Silva, M.I., Acosta Avila, M.T. *Los elementos reales e ideales de la democracia en Mexico*. A paraître.

Verzichelli, L. (1997). La classe politica della transizione. In R. D'Alimonte, S. Bartolini (ed.) *Maggioritario per caso*. Bologna : il Mulino, 309-350.